

# Horizons et débats

AZA  
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal Zeit-Fragen

## «L'eurocentrisme, un concept dépassé»

Subrahmanyam Jaishankar, ministre indien des Affaires étrangères,  
expose la voix de l'autonomie stratégique de son pays

ev. «Décidément, vous ne comprenez pas», a déclaré, il y a quelques années, Kishore Mahbubani, politologue, diplomate et Professeur à l'Université nationale de Singapour, dans l'hebdomadaire de renom «Die Zeit»: l'Occident ne comprend pas qu'au 21<sup>e</sup> siècle, le monde changera fondamentalement – en fait, il a déjà changé. Washington et ses alliés transatlantiques s'accrochent toujours à l'idée de préserver leur hégémonie. Dans d'autres écrits, Mahbubani affirme qu'une politique intelligente consisterait à prendre acte de la réalité, à s'y adapter et à organiser la transition vers un monde multipolaire, de manière à éviter un traumatisme pour les citoyens européens et que cette situation puisse tourner elle tourne au contraire à leur avantage.

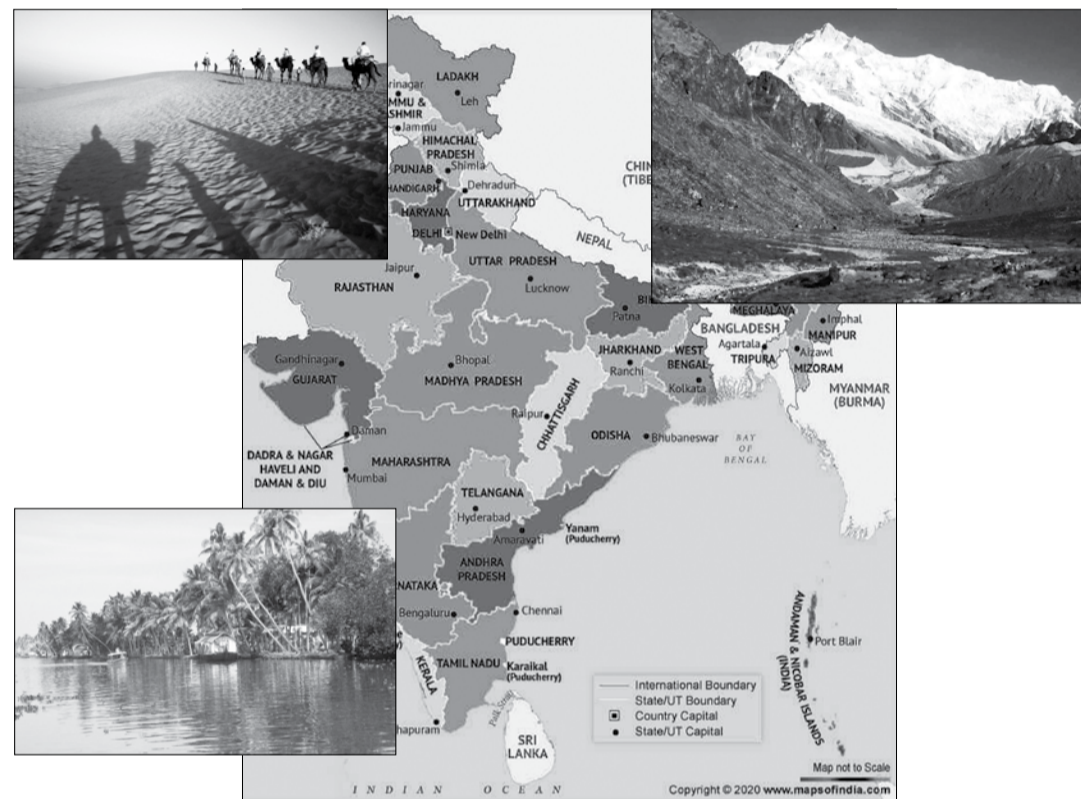
Pour le moment, l'Occident en semble éloigné. Nous ne prenons pas vraiment conscience des évolutions. L'arrogance des prétentions hégémoniques semble nous empêcher de voir la réalité, ce qui se passe et se développe dans d'autres régions du monde, comme par exemple en Inde. Le texte ci-dessous, transcription d'un entretien avec le Ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, donne une idée de la situation actuelle. Nous y découvrons une Inde sûre d'elle, refusant de se laisser dicter sa position sur la scène internationale, rejetant le schéma occidental de «l'Occident et le reste du monde», du «jardin» qui devrait combattre la «jungle» envahissante (Josep Borrell), de la «démocratie» contre «l'autocratie» et autres simplifications idéologiques sous forme de revendication hégémonique de l'Occident. Une Inde qui refuse de devoir se placer au côté de l'Occident, du «bon côté», qui veut suivre sa propre voie et qui la suit.

Dans le cadre d'un voyage de plusieurs jours dans des pays d'Europe centrale et orientale, Subrahmanyam Jaishankar a répondu aux questions de la modératrice et du public, le 3 juin 2022, lors du GLOBSEC 2022 à Bratislava (voir encadré). Ci-dessous, en trouvera un résumé légèrement abrégé et retravaillé pour faciliter sa lisibilité.



Subrahmanyam Jaishankar  
(photo Screenshot)

Subrahmanyam Jaishankar, est né le 9 janvier 1955. Il a d'abord obtenu un diplôme universitaire en chimie, puis un master en sciences politiques, un MA et un PH. D. en relations internationales. En 1977, il a rejoint le corps diplomatique. Après avoir été Troisième, puis Deuxième secrétaire, de 1979 à 1981, à l'ambassade de l'Inde de Moscou (URSS), il est devenu Premier secrétaire de l'ambassade à Washington (USA), en 1985. Il a servi, de 1988 à 1990, en tant que Premier secrétaire et Conseiller politique de la Force indienne du maintien de la paix au Sri Lanka. De 1990 à 1993, il a été conseiller à l'ambassade de l'Inde à Budapest (Hongrie); en 1991, il est devenu directeur pour



L'Inde est un pays immense (environ 3 287 200 km<sup>2</sup> et environ 1,42 milliard d'habitants) avec une riche diversité (28 Etats fédéraux, 2 langues de l'Union (hindi et anglais), 21 autres langues officielles et plus de 100 langues différentes appartenant à quatre familles linguistiques différentes). La diversité se reflète également dans les paysages. En haut à droite, on voit le Kangchendzönga, la plus haute montagne du pays dans l'Himalaya, en haut à gauche, le désert de Thaar dans l'Etat du Rajasthan et, en bas à gauche, une voie navigable au Kerala.

(photos et graphique Wikipedia et www.mapsofindia.com)

En guise d'introduction, la modératrice demande à son interlocuteur d'esquisser un tableau de la situation actuelle de l'Inde – elle évoque à cet égard la guerre en Ukraine, qui ne préoccupe plus seulement l'Europe et l'Occident, mais qui «s'infiltré dans le reste du monde» mentionnant en outre les sujets suivants: Covid, relations de l'Inde avec la Chine, bilan de la situation économique en ces temps difficiles, ce à quoi le ministre indien répond en commençant par le Covid:

### Des avancées considérables en matière de développement

Oui, nous avons largement surmonté la crise sanitaire du Covid et connaissons une forte

reprise économique. Il y a beaucoup d'optimisme, pas seulement en ce qui concerne la reconstruction, mais également sur l'actuel rebond [il utilise le terme *leapfrogging* (saut de grenouille), un terme qui désigne un bond économique sur plusieurs étapes de développement] dans de nombreux domaines, notamment dans le domaine numérique. Je pense que nous avons fait preuve de beaucoup de prudence [Covid], je serais presque tenté de dire de sagesse, en ce qui concerne les réactions financières, ce qui signifie que nous n'avons évité la chute de la banque centrale [la RBI, Reserve Bank of India] en intervenant là où nous devions le faire, et ce de manière très efficace. Actuellement, le gouvernement Modi est au pouvoir depuis huit ans et le résultat de ces huit années, c'est véritablement la construction de ce que j'appellerais une société de bien-être social et ce, à une vitesse et à une échelle inédites au niveau mondial. D'une certaine manière, le Covid a même accéléré les choses. Par exemple, nous fournissons une aide alimentaire à 800 millions de personnes, et nous le faisons depuis plus de deux ans – c'est autant que pour les populations des Etats-Unis et de l'UE réunies. Nous avons un programme d'aide publique à l'accession à la propriété qui concerne environ 115 millions de bénéficiaires, cela revient presque à construire des maisons pour tout le Japon. Ou encore, si l'on regarde le programme de remplacement de la cuisson au bois de chauffage par la cuisson au gaz, concernant 80 millions de personnes, c'est comme si l'on convertissait toutes les cuisines d'Allemagne à une nouvelle énergie, et tout ceci en l'espace de quelques années. Il y a donc pas mal de programmes en cours et je n'ai fait mention de tout cela que parce que nombre de développements mondiaux ont actuellement le potentiel de les accélérer.

L'Europe de l'Est au Ministère des Affaires étrangères et Attaché de presse chargé de la rédaction des discours du Président Shankar Dayal Sharma. De 1996 à 2000, il a occupé le poste de Vice-ambassadeur à Tokyo, en 2000 il est devenu Ambassadeur en République tchèque, de 2004 à 2007 il a servi en tant que Secrétaire (chargé des Amériques) au Ministère des Affaires étrangères à New Delhi et, de 2007 à 2009, il a été Haut-commissaire de l'Inde à Singapour. Il est l'ambassadeur indien qui a exercé le plus long mandat en Chine, au cours duquel il a joué un rôle central dans le renforcement des relations économiques, commerciales et culturelles entre les deux pays. Il a également joué un rôle important dans la négociation de l'accord sur le nucléaire civil entre l'Inde et les Etats-Unis, en 2006. Ambassadeur à Washington en 2013, il a finalement été nommé Foreign Secretary, c'est-à-dire le directeur administratif du ministère des Affaires étrangères, le 29 janvier 2015. Depuis le 30 mai 2019, il occupe le poste de Ministre des affaires étrangères de l'Inde.

Il a reçu le «Padma Shri» en 2019 et a écrit un best-seller très remarqué: «The India Way: Strategies for an Uncertain World» (La voie indienne: stratégies pour un monde incertain), publié en 2020.

### Il conviendrait à l'Europe d'accorder davantage d'attention à ce qui se passe dans le monde

Votre deuxième remarque concernait la Chine. Effectivement, nous traversons une période particulièrement difficile dans nos relations

### La GLOBSEC

ev. La GLOBSEC (abréviation-fusion de Global et Security) se définit comme un think tank mondial ayant des bureaux à Bratislava, Bruxelles, Kiev, Vienne et Washington D.C. Selon son propre site Internet, la GLOBSEC est une «organisation non gouvernementale indépendante, sans affiliation à un quelconque parti politique, fondée sur le fructueux travail accompli par la Commission atlantique slovaque».<sup>1</sup> La GLOBSEC Bratislava Forum a conclu des partenariats avec, entre autres, l'OTAN, le National Endowment for Democracy, Brookings et l'Atlantic Council, l'Open Society.<sup>2</sup> La GLOBSEC est également soutenue par la GLOBSEC US Foundation, située à Washington D.C.<sup>3</sup> Chaque année, elle organise le GLOBSEC Bratislava Forum, considéré comme l'une des principales conférences mondiales sur la sécurité.

<sup>1</sup><https://www.globsec.org/who-we-are/about-us> (GLOBSEC is an independent, non-partisan, non-governmental organization that builds on the successful work done by the Slovak Atlantic Commission.)

<sup>2</sup><https://forum2022.globsec.org/partners/>

<sup>3</sup><https://www.globsecusfoundation.org/>

avec la Chine. Nous avons eu des différends par le passé, mais depuis 1962, il n'y a jamais eu lieu de remettre en cause les accords relatifs au non-regroupement de troupes à la frontière sino-indienne.<sup>1</sup> Il y a deux ans, nous avons eu un affrontement ayant entraîné des morts. C'est pourquoi [évoquer ces événements aujourd'hui] est, dans un certain sens, une manœuvre de diversion. Mais c'est aussi un bon rappel pour l'Europe que «dans le reste du monde», il se passe des choses auxquelles elle ne prête peut-être parfois pas suffisamment d'attention.

Il y a eu aussi l'Afghanistan, vous savez ce qui s'y est passé, les circonstances dans lesquelles les troupes occidentales, notamment américaines, ont fini par partir.

Et maintenant, il y a l'Ukraine. Et puisque nous en venons à cette région [les pays d'Europe centrale et orientale], que je connais bien – j'y ai vécu, à Budapest et à Prague. Cette région nous est chère, car nous avons invité 20 000 étudiants d'Ukraine, de Slovaquie, de Hongrie, de Pologne, de Roumanie et même de Moldavie à venir étudier chez nous. Mais je pense qu'il est également important pour les gens d'ici de réaliser à quel point [la guerre en Ukraine] a affecté le reste du monde, du fait de la crise qu'elle a entraînée dans les domaines de la fourniture en énergie pétrolière, alimentaire et dans les engrais. C'est une crise qui alimente l'inflation dans les pays économiquement faibles ne disposant pas des marges nécessaires pour y faire face, ce qui, dans nombre de pays, peut vite prendre une tournure politique.

Question d'un internaute: dans quelle mesure la population s'intéresse-t-elle à la guerre en Ukraine - hormis les pénuries alimentaires et énergétiques ?

S. Jaishankar: «Je pense que c'est très préoccupant et alarmant, pour deux raisons. Voyez-vous, aujourd'hui notre existence est très connectée, et tout le monde voit des choses à la télévision, sur son portable, sur le net, où que l'on soit. Et il ne

### «L'eurocentrisme un concept ...»

suite de la page 1

faut pas oublier que l'Inde est aujourd'hui une société très numérique, même les personnes aux revenus les plus bas – ce dont ils disposent malgré tout, c'est la connectivité [c'est-à-dire l'accès à Internet]. Il y a donc un haut niveau de sensibilisation. Je pense que nous sommes tous, en tout cas, préoccupés par le conflit. On voit les images, on voit ce qui se passe. D'un autre côté, cela a commencé à avoir un impact sur le quotidien: soit sur le coût de l'essence, soit sur les intérêts bancaires, soit sur le prix des céréales quand on fait ses courses. Il y a également des répercussions sur le prix des semences que les paysans doivent utiliser. Et quand on en arrive aux entreprises, sur lesquelles ces répercussions sont multiples – comme vous le savez, il y a le problème des containers, celui des assurances, celui de la non-disponibilité des matériaux dont les coûts, une fois disponibles, ont augmenté – oui, cela affecte la vie de tous les jours qui peut connaître des interruptions. Mais la situation en Ukraine n'est pas la seule cause de blocage. Parallèlement, je pense que le confinement forcé en Chine a aussi eu un impact économique. Et quand on bloque l'économie, cela se traduit toujours par une hausse du chômage – ce qui est, bien sûr, cause de souffrance pour la population».

### Tous les pays ont le droit de se préoccuper du bien-être de leur population

*La question suivante est une critique portant sur la hausse des importations de pétrole russe à des prix compétitifs en direction de l'Inde et sur la manière dont cette dernière peut concilier des importations de pétrole multipliées par neuf entre 2021 et 2022 avec le non-alignement en matière de politique étrangère.*

S. Jaishankar: «Eh bien, tout d'abord, je ne vois – honnêtement – absolument aucun lien entre le non-alignement et le pétrole. Je veux dire, aujourd'hui l'Europe achète du pétrole, l'Europe achète du gaz, je viens de prendre connaissance d'une partie du nouveau paquet de sanctions [de l'UE], qui tient désormais compte du bien-être de la population [européenne]. Ainsi, les pipelines ont un certain carve-out [où certains éléments ont été délocalisés] et on a établi des calendriers. Ce n'est pas comme si tout allait être coupé demain matin. Les gens doivent comprendre qu'à partir du moment où on se respecte soi-même, on parvient sans peine à aussi respecter les autres peuples. Donc si l'Europe dit qu'il lui faut gérer la situation de façon à réduire au maximum l'impact sur son économie, alors cette liberté ou ce choix devrait aussi exister pour les autres pays. J'en viens maintenant à nos achats de pétrole: A nos marchands en pétrole, nous ne demandons pas d'acheter «du pétrole russe», mais uniquement «du pétrole». Et ils en achètent à celui qui a la plus grande disponibilité sur le marché – à bon marché. Je pense que dans cette attitude il ne faut pas voir de contenu politique».

*A cet instant, la modératrice interrompt le débat et demande comment il est possible de ne pas relier ces deux aspects de la question. L'Inde maintient des liens solides avec la Russie, mais elle a aussi des problèmes avec la Chine, et donc: «Est-il possible de prendre du recul et définir ainsi la politique étrangère de l'Inde – à un moment où l'Occident tente de limiter drastiquement le financement de la guerre [de la part de la Russie] en Ukraine, tandis que l'Inde, qui achète du pétrole en servant ses propres intérêts, se voit demander: «Est-ce que vous financez la guerre?»*

S. Jaishankar: Je ne veux pas argumenter, mais dites-moi: et acheter du gaz russe, ça ne finance pas la guerre? Pourquoi n'y aurait-il que l'argent indien et le pétrole qui arrive en Inde qui financeraient [la guerre], et non pas le gaz qui arrive en Europe? Ce que je veux dire c'est – on est tous sur le même plan, non?

Et vous savez, toute cette histoire sur les importations multipliées par neuf... eh bien admettons que ce soit neuf fois plus comme vous dites, mais à partir d'une base infime, les quantités d'origine étaient très faibles parce qu'à l'époque, les marchés étaient plus ouverts et vous savez bien pourquoi. Si les pays d'Europe, les occidentaux et les Etats-Unis sont inquiets, pourquoi ne pas admettre que le pétrole iranien arrive sur le marché? Ou le pétrole vénézuélien? Ce que je veux dire, c'est

qu'ils ont coupé toutes les autres filières pétrolières dont nous disposions, et que maintenant ils viennent nous dire: «D'accord, les gars, mais surtout, n'allez pas sur le marché pétrolier pour décrocher les meilleurs tarifs pour faire développer votre économie et votre pays!» Là, je ne trouve pas l'approche très équitable.

### Blocage des exportations de blé: des mesures contre la spéculation sur les prix fixés aux dépens des plus défavorisés

*Une question concernant les mesures prises par l'Inde d'interdiction des exportations de blé et de produits alimentaires – une autre critique venant des Occidentaux à l'encontre de la politique étrangère de l'Inde – Expliquez s'il vous plaît si a) cela ne met pas les pays plus vulnérables du Sud et de l'Est mondial à rude épreuve et si b) l'Inde n'y voit pas un soutien à la Russie ou si nous autres, en Occident, ne comprenons pas que vous voyez les choses différemment?*

S. Jaishankar: «Je pense que vous y avez déjà répondu, oui, certes, la réponse repose dans votre variante b), la dernière: en effet, vous, en Occident, vous ne comprenez pas. Mais vous n'êtes pas les seuls, voyez-vous? Je pense que les gens ne comprennent pas parce qu'ils ne sont pas au courant des règles qui régissent le commerce. Nous avons été exportateurs de blé, très bien. Normalement, nous exportons environ deux à trois millions de tonnes. L'année dernière – le dernier bilan l'a affirmée considérablement meilleure – nous avons exporté environ sept millions de tonnes. Cette année, avant que nous ne soyons très durement frappés par la canicule, nous espérons pouvoir fournir des exportations substantielles, nous étions prêts à le faire. En fait, le Premier ministre lui-même a dit à diverses occasions qu'au niveau mondial, nous voyions bien qu'il y avait une crise alimentaire et que nous serions heureux d'apporter notre aide. Mais nous avons alors assisté à une véritable ruée sur notre blé, orchestrée en grande partie par des trafiquants basés à Singapour et dans une certaine mesure, je crois, à Dubaï. Le résultat a été que les pays à faible revenu, dont beaucoup sont nos acheteurs traditionnels, par exemple nos voisins le Bangladesh, le Sri Lanka et le Népal, ont été exclus. Il est intéressant de noter que la région du Golfe s'approvisionne régulièrement chez nous. Le Yémen nous achète, le Soudan nous achète – nous avons donc constaté que les acheteurs à faible revenu avaient été exclus. Nos céréales étaient stockées pour le commerce intermédiaire, si bien que notre bienveillance a été utilisée à des fins spéculatives. Nous devons donc faire quelque chose pour l'empêcher car cela avait aussi des répercussions sur nous, chez nous, où le coût de la vie avait augmenté. Je veux m'expliquer de façon très claire sur notre démarche. En fait, nous avons dit que nous n'offririons pas aux spéculateurs d'accès ouvert au marché indien, ce qui aurait eu des conséquences désastreuses pour le marché interne indien et les pays les moins développés du monde. Nous restons ouverts à l'idée d'approvisionner un pays qui le mérite et qui en a besoin – nous sommes heureux de le faire dans la mesure de nos possibilités. Et je tiens à le préciser: cette année, nous avons exporté vers environ 23 pays. Si je prends la même période, je pense que cette année, le taux d'exportation a été multiplié par quatre environ, il a effectivement augmenté. Je connais de nombreux cas où des Ministres des affaires étrangères de certains pays ont appelé et nous leur avons assuré qu'ils auraient accès à ce marché.

*Autre question de la modératrice: «Il ne s'agit donc pour vous que de bloquer et d'empêcher la spéculation?»*

S. Jaishankar: En effet, oui – et pour éviter le détournement vers les pays à haut revenu qui ont davantage de moyens d'achat. Car ce que nous avons vécu avec les vaccinations, nous ne voulions en aucun cas le vivre avec le blé – que les populations aisées soient vaccinées et que les nécessiteuses soient abandonnées au bon Dieu.

*Ensuite, une question du public en ligne: «Selon le Wall Street Journal, l'Inde joue le rôle d'un important pôle de transit pour le pétrole russe dans le but de contourner les sanctions des Etats-Unis. Qu'est-ce que cela signifie pour les intérêts de l'Inde en matière de politique étrangère?»*

S. Jaishankar: Je ne sais pas si la personne qui a écrit cela sait ce que signifie le transfert

de marchandises dans le négoce international. Je veux dire que le transfert de marchandises signifie: on reçoit quelque chose et on la vend ensuite à quelqu'un d'autre. Je ne pense pas avoir jamais entendu quelqu'un en Inde penser de cette façon, oui, on achète ...

*Objection de la modératrice: «Vous êtes en train de dire que le rapport du Wall Street Journal cité ici est inexact?»*

S. Jaishankar: Poliment, oui. Je pourrais le dire moins poliment, mais ...

*«Donc, aucun débouché pour les transactions pétrolières russes?»*

S. Jaishankar: Mais non, ce n'est pas ça. Ecoutez – s'il vous plaît, essayez de comprendre les marchés pétroliers. Il y a une énorme pénurie de pétrole, une vraie pénurie de pétrole, c'est très difficile d'y avoir accès. Un pays comme l'Inde qui revendrait à d'autres le pétrole qu'il se serait procuré, ce serait de la folie. Je veux dire, ce serait n'importe quoi.

*Un journaliste indépendant lituanien voudrait savoir comment l'Inde pourrait escompter un soutien mondial si elle s'engageait dans un conflit avec la Chine se reposant sur la confiance que lui accorderaient les autres, alors même qu'elle n'a pas condamné la Russie et n'a pas pris de sanctions à son encontre.*

S. Jaishankar: «Vous savez, c'est une question intéressante que vous devriez peut-être, je ne parle pas de vous personnellement, mais que les gens devraient se poser à eux-mêmes. Si je considère l'Europe dans son ensemble, qui, par exemple, a gardé un silence extraordinaire sur de nombreux événements s'étant produits en Asie, on pourrait alors se demander pourquoi quelqu'un en Asie devrait faire confiance à l'Europe.

En bref, je pense d'abord que vous déformez notre position. Par exemple, quand ont eu lieu les événements de Boutcha, nous avons condamné ce qui s'y est produit et demandé une enquête sur Boutcha. En ce qui concerne le conflit ukrainien, notre position est très claire: nous sommes favorables à une cessation immédiate des hostilités – ce n'est pas comme si nous l'avions ignoré, à moins que vous ne qualifiez les entretiens téléphoniques avec Poutine et Zelensky comme étant une façon d'ignorer les choses. Par conséquent, je vous invite avant tout à bien comprendre la réalité de notre position.

Et deuxièmement, en ce qui concerne le lien que vous tracez au sujet de notre position avec la Chine: vous savez qu'avec ce pays, nous avons des relations épineuses, que nous sommes tout à fait capables de gérer. Evidemment, si je bénéficie de la compréhension et du soutien du monde entier, cela me sera utile. Mais cette idée que je fais une transaction [une affaire], que j'entre dans un conflit parce que je peux compter sur un soutien dans ce conflit – ce n'est pas comme cela que le monde fonctionne. Beaucoup de nos problèmes avec la Chine n'ont rien à voir avec l'Ukraine, ni avec la Russie, ils existaient déjà bien avant. Et si on se demande qui a gardé le silence, à quel moment et sur quel sujet, je pourrais évoquer toute une série de problèmes où l'Europe est restée muette. Ce que je veux dire, c'est que c'est un argument magnifiquement polémique que vous avez avancé. C'est ainsi que je le vois.

*«Une question essentielle», interrompt la modératrice, «émanant des milieux politiques et financiers occidentaux, est de savoir de quel côté l'Inde se rangera dans le conflit entre les Etats-Unis et la Chine, au cas où il faudrait un jour prendre cette décision.»*

S. Jaishankar: Tout d'abord – et je réagis en partie à l'observation précédente: quelque part, l'Europe doit sortir du mode de raisonnement selon lequel les problèmes de l'Europe sont les problèmes du monde, mais les problèmes du monde ne sont pas ceux de l'Europe – [selon la formule :] si tu es le reste du monde, ton problème est le tien, rien que le tien. En revanche, dès que c'est l'Europe qui a un problème, aussitôt il devient celui du monde entier. Cela se reflète aussi dans la manière dont on établit un lien entre la relation Chine-Inde et les événements en Ukraine. Alors, s'il vous plaît, chers amis, la Chine et l'Inde existaient déjà bien avant les événements en Ukraine. Les Chinois n'ont donc besoin de personne, où que ce soit dans le monde, qui leur dise com-

ment ils doivent ou ne doivent pas s'occuper de nous, s'ils doivent nous causer des problèmes ou non. Je vois cela comme un raisonnement – honnêtement – pas très intelligent, c'est très égoïste. Et à cette idée que la grande stratégie doit consister à savoir comment on va décider: en tant qu'Indien, je ferai ce que nous faisons tous. Je vais évaluer la situation, comme tout le monde. Que fait-on d'autre, que font les Etats en fin de compte pour prendre des décisions?»

### L'Inde ne fait partie d'aucun axe – elle suit sa propre voie

*L'animatrice reprend: «Il y aura toujours deux grands axes. Il est communément admis que d'un côté nous avons l'Occident, dirigé par les Etats-Unis, et que la Chine pourrait potentiellement constituer le second. Quelle est la place de l'Inde dans tout cela? Comptez-vous ne pas interagir dans ce contexte?»*

S. Jaishankar: «Désolé, mais c'est justement sur ce point que je suis en désaccord avec vous, c'est un schéma que vous voulez m'imposer – eh bien, je ne l'accepte pas. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire pour moi d'adhérer à un axe ou que si je n'adhère pas à l'un des deux, je doive impérativement adhérer à l'autre. Je ne peux l'accepter. Je pense que je représente un cinquième de la population mondiale. Je [et là, il parle bien sûr au nom de l'Inde, à laquelle il s'identifie] suis aujourd'hui la cinquième ou sixième économie du monde. Ce que je veux dire, c'est que nous n'avons pas besoin de mentionner l'histoire de notre civilisation, tout le monde la connaît, mais je pense que j'ai le droit d'exister de mon propre chef, j'ai le droit de considérer mes propres intérêts, de prendre mes propres décisions – et mes décisions ne seront pas cyniques et transactionnelles<sup>2</sup> mais elles seront au point d'équilibre entre mes valeurs et mes intérêts. Il n'existe aucun pays au monde qui néglige ses intérêts.

### Ne pas raisonner en fonction des blocs – le monde a besoin de solutions

*Comme la présentatrice insiste à nouveau sur ce fait que l'Inde doit tout de même adopter une ligne directrice si elle veut jouer un rôle dans le monde, que le non-alignement n'est «pas plausible si l'on veut occuper sa place sur la scène mondiale», rester à l'écart, «assis sur la barrière» n'est pas une option pour jouer un rôle de premier plan dans le monde, le ministre indien des Affaires étrangères précise :*

Voyez-vous, je ne pense pas que nous soyons assis sur la barrière. Ce n'est pas parce que je ne suis en désaccord avec vous que cela me réduit à rester «assis sur la barrière», cela veut simplement dire que je m'en tiens à mon propre territoire. Et de là, je contemple le monde: quels sont les grands défis du monde? Le changement climatique en fait partie: je pense que l'Inde jouera un rôle déterminant dans la résolution de ce problème, l'Inde peut être un exemple, l'Inde peut effectivement être une arène pour un énorme bond en avant [leapfrogging] des technologies vertes. Regardez les objectifs de développement durable – si vous prenez l'un des grands défis du monde, une partie de la réponse peut soit provenir de l'Inde, soit elle peut y contribuer. Je n'aime pas le répéter – à la manière d'un disque rayé – mais beaucoup de choses se passent en dehors de l'Europe. Nous avons – notamment en raison du changement climatique – prévu des solutions pour nombre de catastrophes naturelles humanitaires, aujourd'hui, dans notre région du monde. Nombreux sont ceux qui attendent notre aide. L'époque est révolue où l'on attendait de l'Europe que tout vienne d'elle ce qui a effectivement été le cas lors du tsunami de 2004. La différence, c'est qu'aujourd'hui, il n'y a plus personne qui y pense. Le monde change, de nouveaux acteurs arrivent, de nouvelles compétences apparaissent, mais il faut un nouvel agenda. Le monde ne peut plus être aussi eurocentriste que par le passé. •

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=APOFAsaxWSc>

<sup>1</sup> La Chine et l'Inde sont en désaccord depuis des décennies sur le tracé de la frontière entre le Ladakh, région de haute montagne indienne, et la région autonome du Tibet, contrôlée par la Chine. Un affrontement sanglant s'y est produit en juin 2020, le pire incident depuis la guerre sino-indienne des frontières (20.10.1962 - 20.11.1962).

<sup>2</sup> Donc n'allant pas dans le sens d'un calcul commercial coûts-bénéfices

# La Russie et la Chine prennent des mesures pour instaurer un monde multipolaire et une feuille de route partielle

par Chris Devonshire-Ellis\*

hd. Dans une analyse approfondie, *China Briefing*<sup>1</sup> a reproduit en anglais et commenté en détail l'un des deux accords conclus entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine: la «Déclaration commune de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie sur l'approfondissement du partenariat stratégique global sur la coopération dans une nouvelle ère». Nous documentons le résumé de cette analyse, mais recommandons également la lecture de l'ensemble du texte.

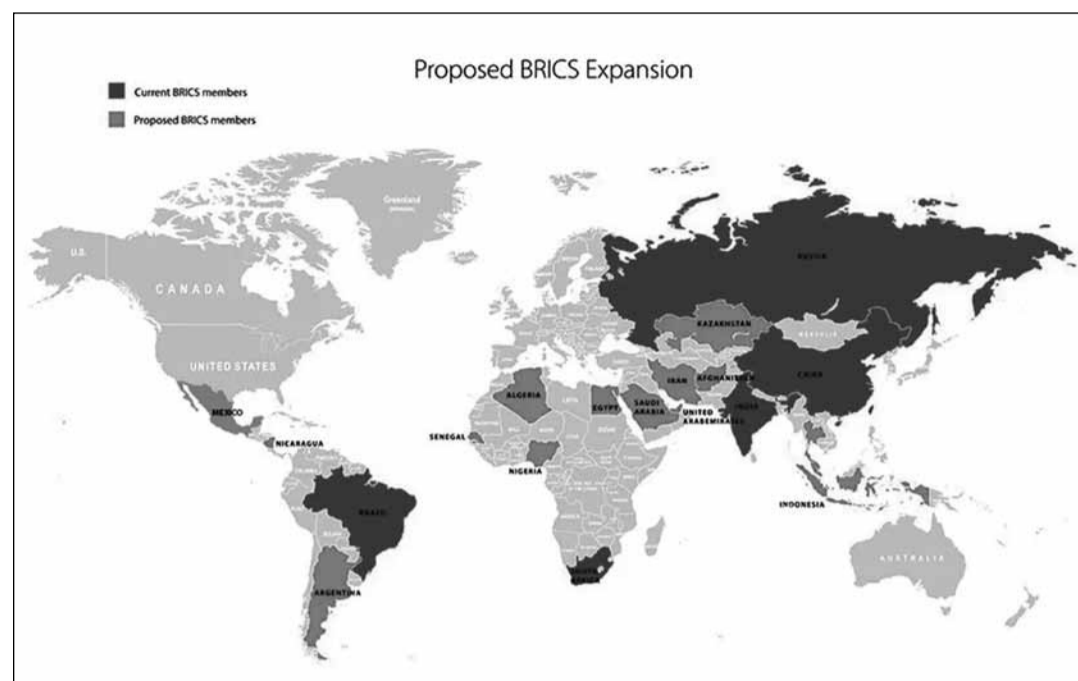
La Chine et la Russie ont créé une plateforme de base pour la création d'un nouvel ordre mondial et font les démarches nécessaires pour que cela réussisse. Déjà beaucoup de choses sont en cours. Dès maintenant, l'Organisation de coopération et du développement avec l'Union économique eurasiennne. Si l'on ajoute à cela les BRICS+ et l'initiative «Belt and Road», le monde est déjà très différent de ce qu'il était avant Covid. A l'époque, le Président Poutine avait déclaré que le monde ne serait plus jamais comme avant. Il semble que le Président Xi soit également de cet avis. Lors de son départ pour Pékin, on l'a entendu dire à Vladimir Poutine que «de grands changements sont imminents», laissant entendre que la Chine et la Russie ont les bases pour mener des réformes. Cela signifie que nous pouvons nous attendre à:

- des efforts diplomatiques et commerciaux accrus de la Chine et de la Russie en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud;
- l'émergence progressive d'un bloc commercial commun pour les prendre en compte;
- une pression diplomatique et politique croissante sur les institutions mondiales existantes, soutenue par l'assistance des

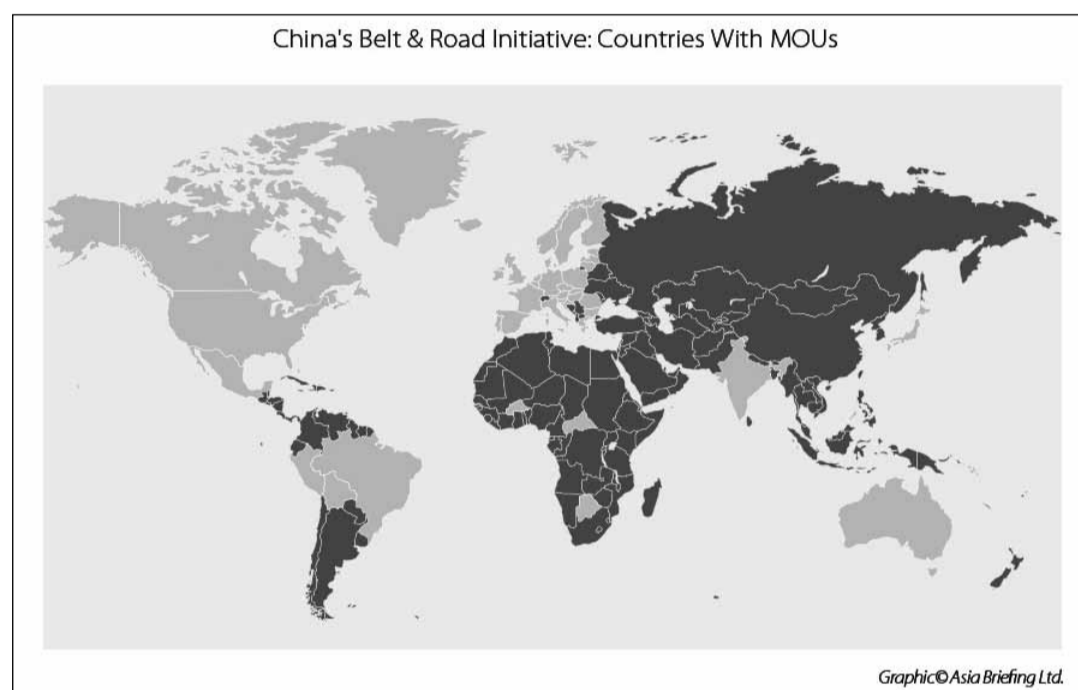
\* Chris Devonshire-Ellis préside à la «Dezan Shira & Associates» et poursuit une carrière de conseiller en investissements étrangers en Chine, en Inde, dans les pays de l'ASEAN, au Moyen-Orient et en Russie depuis 30 ans.

<sup>1</sup> «China Briefing» est rédigé et produit par Dezan Shira & Associates. Dezan Shira & Associates soutient les investissements étrangers en Chine depuis 1992, avec des bureaux à Beijing, à Tianjin, à Dalian, à Qingdao, à Shanghai, à Hangzhou, à Ningbo, à Suzhou, à Guangzhou, à Dongguan, à Zhongshan, à Shenzhen et à Hong Kong.

Dezan Shira & Associates dispose de succursales au Vietnam, en Indonésie, à Singapour, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie, en Inde et en Russie, en plus de ses installations de recherche commerciale dans le cadre de l'initiative «Belt and Road».



Les Etats-BRICS (Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) et les pays candidats. (graphique ©Asia Briefing Ltd.)



Etats qui participent à l'initiative «Belt and Road». (graphique ©Asia Briefing Ltd.)

- l'exploitation progressive des ressources énergétiques russes, qui s'écoulent vers l'Est et le Sud-est, l'Asie et l'Inde;
- une coordination croissante avec les acteurs énergétiques du Moyen-Orient dans leur

«La Chine et la Russie ont créé une plateforme de base pour la création d'un nouvel ordre mondial et font les démarches nécessaires pour que cela réussisse. Déjà beaucoup de choses sont en cours.»

rôle de plaque tournante énergétique régionale, avec une attention particulière pour l'approvisionnement de l'Afrique;

- l'augmentation des échanges commerciaux et de l'aide aux nations d'Asie et d'Afrique influentes mais avec du recul économique.

Bien entendu, tout n'a pas été dévoilé lors de ce sommet. Cependant, les points les plus importants que la Chine aime appeler les «piliers» de la réforme semblent avoir été définis. Je m'attends à ce que les commentaires occidentaux soient remarquablement silencieux ou stridents dans leur condamnation. La réalité géopolitique selon laquelle un axe commun Chine-Russie peut désormais lancer des réformes mondiales semble toutefois se faire sentir. Nous devons être patients et attendre d'autres signes indiquant que cette orientation est réellement suivie. Avec une combinaison révisée de l'Union économique eurasiennne de Russie, de l'Organisation de coopération de Shanghai, des BRICS+ et des pays soutenant l'initiative chinoise de la «Nouvelle Route de la soie (Belt and Road)», le monde pourrait commencer à s'éloigner d'un axe Etats-Unis-UE. Cet axe pourrait se diriger vers un régime plus équitablement réparti et réellement efficace à l'échelle mondiale – Pékin et Moscou conservant tous deux leur position d'acteurs principaux. Une telle carte se présenterait comme suit: Elle montre les pays qui ont signé l'initiative «Belt and Road» de la Chine, mais avec quelques anomalies. Le Brésil et l'Inde font tous deux partie des BRICS et ont par exemple des intérêts commerciaux importants avec la Russie. Le cas échéant, le groupe de pays prêts à participer et à contribuer à un bloc mondial proposé par la Chine et la Russie pourrait potentiellement être plus important que ce qui est présenté. C'est un défi pour l'Occident.

Enfin, les analystes occidentaux aiment préparer des rapports qui suggèrent que Vladimir Poutine est obsolète – pourtant le partenariat stratégique global entre la Chine et la Russie suggère que cela n'est pas le cas. Dans les années à venir, on peut s'attendre à ce que de nouveaux développements, des avancées diplomatiques et la promotion de l'attractivité économique fassent partie d'un plan stratégique commun entre la Chine et la Russie, avec des ajustements en cours de route si nécessaire. Le prochain sommet entre Xi et Poutine, qui devrait se tenir à l'automne à Pékin, promet d'être un baromètre intéressant en termes de développement et de ce qui reste à venir en termes de réorientation globale. •

Source: <https://www.china-briefing.com/news/the-putin-xi-summit-their-joint-statement-and-analysis/> du 22/03/23

(Traduction Horizons et débats)

## Chine-Russie: la fin de l'hégémonie états-unienne?

La jornada, éditorial du 21 mars 2023

Le Président chinois Xi Jinping a entamé une visite de trois jours en Russie, la première depuis le début de son troisième mandat consécutif et depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine. Bien que tous les regards soient tournés vers l'intention de Pékin de jouer un rôle de médiateur dans le

conflit en Europe de l'Est, la durée du séjour de Xi et le contexte général dans lequel il se déroule indiquent qu'il s'agit de bien plus que cela: de confirmer un rapprochement qui remonte à plus d'une décennie, avec des déclarations répétées d'amitié mutuelle et de points communs. En 2019, Xi a qualifié son hôte Vladimir Poutine de «meilleur ami» et, en 2021, il a parlé de «relations d'un niveau sans précédent». Ces relations reposent à la fois sur la nécessité d'unir les forces face à l'hostilité croissante du bloc dirigé par Washington, et sur l'augmentation des échanges économiques, portée notamment par la stratégie chinoise de renforcement de ses liens avec tous les pays (y compris occidentaux) à travers le gigantesque plan de développement commun baptisé «Belt and Road», plus connu sous le nom de «Nouvelle Route de la soie». Sous cette étiquette, des investissements sans précédent sont réalisés dans l'infrastructure, symbole de l'engagement du dragon asiatique pour une autre voie vers la domination mondiale que celle des Etats-Unis et des empires européens qui l'ont précédé, à savoir l'économie et le bénéfice mutuel plutôt que les armes et le pillage. Avant la rencontre, les deux dirigeants ont

publié des articles soulignant la solidité des relations bilatérales et leur détermination à faire progresser leurs objectifs communs. La Chine a réaffirmé sa volonté de se tenir fermement aux côtés de la Russie dans l'intérêt d'un «véritable multilatéralisme» et de la «multipolarité dans le monde», tandis que le Kremlin s'est dit prêt à prendre en compte la proposition de paix présentée par Pékin, il y a près d'un mois, exprimant sa gratitude pour la position équilibrée et impartiale de son voisin du sud sur la guerre en Ukraine. Cette attitude est particulièrement précieuse pour la Russie, qui fait face à un assaut des Etats-Unis et de ses alliés et satellites (catégories qui se confondent parfois) visant à l'anéantir militairement, économiquement, financièrement, politiquement et par la propagande. Depuis le début de ce que la Russie appelle encore une «opération militaire spéciale» contre Kiev, les gouvernements et les médias occidentaux oscillent entre dénoncer la «complicité» de la Chine avec la Russie et semer la discorde entre ces alliés stratégiques, en évoquant un mécontentement chinois face à «l'imprudence» de Poutine. La réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de ces deux puissances nucléaires dément

ces affirmations et envoie un message clair: Les chefs d'Etat et de gouvernement sont pleinement conscients qu'ils ont affaire à un ennemi commun, à savoir la dangereuse obstination des Etats-Unis à vouloir conserver le rôle hégémonique qu'ils jouent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Il ne s'agit de rien de moins que de la possibilité de construire un monde multipolaire, sans doute perfectible (comme le montrent les nombreuses failles internes et les pratiques indéfendables de Moscou et de Pékin), mais préférable à tous égards à l'unilatéralisme brutale des Etats-Unis, qui se sert de la démocratie, des droits de l'homme et de l'héritage des Lumières comme de phrases creuses pour imposer au reste du monde les intérêts de ses grandes entreprises. •

Source:

La Jornada du 21/03/23; <https://www.jornada.com.mx/notas/2023/03/21/opinion/china-rusia-fin-de-la-hegemonia-de-eu/?from=page&block=opinion&opt=articlenlink>

(Traduction Horizons et débats)

gl. Publiée depuis 1984 à Mexico avec des éditions nationales dans huit Etats, «La Jornada» est considéré comme l'un des quotidiens les plus renommés d'Amérique latine. Son édition en ligne, en libre accès, est consultable via l'UNAM, l'Université nationale autonome d'Etat du Mexique. De nombreux auteurs ayant maintenus leurs rapports avec l'UNAM sont issus du monde universitaire. Les reportages et les commentaires sur les développements politiques mondiaux et la situation en Europe de «La Jornada» reflètent souvent un point de vue qui apparaît très peu dans les médias germanophones – les perspectives de l'Amérique latine, continent très éloigné du monde occidental et européen qui poursuit sa voie.

# «Nous nous dirigeons vers une grande crise d'assainissement»

Entretien du magazine «Ökologiepolitik» avec le Professeur Christian Kreiß\*



Christian Kreiß  
(photo  
ÖkologiePolitik)

La pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine montrent à quel point notre économie est fragile. Toutefois, le véritable problème ne réside pas dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais dans l'obligation de croissance et le surendettement, explique un professeur d'économie. Comme ces deux éléments ne peuvent augmenter indéfiniment, nous risquons un grand crash.

«Ökologiepolitik»: Monsieur le Professeur Kreiß, quelle influence notre système financier a-t-il sur le bien commun?

Christian Kreiß: Une très grande influence. Les sociétés anonymes cotées en bourse sont constamment poussées à réaliser des bénéfices toujours plus élevés, sinon le cours de l'action baisse et l'entreprise risque d'être rachetée. L'augmentation des bénéfices se fait presque toujours au détriment de l'environnement, car celui-ci est généralement à disposition gratuitement. Par ailleurs, on tire le plus possible de son personnel. C'est d'ailleurs ce que dit le terme «ressources humaines», comme se nomment aujourd'hui de nombreux services du personnel, un barbarisme qui suggère qu'il faut exploiter les travailleurs comme des mines. Par la mise en œuvre forcée du principe de maximisation des profits, notre système financier est à l'origine de la plupart des dommages causés au bien commun. Il est à l'origine d'une inégalité structurelle croissante, car une grande partie des bénéfices est versée sans contrepartie au groupe relativement restreint des propriétaires fonciers, d'ac-

\* Le professeur Christian Kreiß, né en 1962, a étudié l'économie et a passé sa thèse de doctorat sur la Grande Dépression de 1929-1932. Il a ensuite travaillé professionnellement pendant neuf ans dans différentes banques commerciales, dont sept ans comme banquier d'investissement. Depuis 2002, il enseigne le financement et la politique économique en tant que professeur à la Hochschule für Wirtschaft und Technik d'Aalen. Il a publié plusieurs livres dans lesquels il critique la théorie économique néolibérale et met en garde contre ses conséquences environnementales et sociopolitiques. Parmi ses livres, on peut citer «Profitwahn. Warum sich eine menschengerechtere Wirtschaft lohnt», Tectum 2013, et «Das Mephisto-Prinzip in unserer Wirtschaft», Tredition 2019.

Courrier  des lecteurs

## La neutralité ne cautionne pas l'alignement sur «la frénésie guerrière»

Par notre courrier, nous souhaitons soutenir vivement les positions défendues à ce sujet par Marianne Wüthrich, Docteur en droit, publiées dans l'édition du 28 mars 2023.

On croit rêver face aux détournements effectués dans nos médias concernant les déclarations essentielles d'Alain Berset, Président de la Confédération. En effet, Berset a déclaré au nom du Conseil fédéral que la loi sur la neutralité interdit à la Suisse d'autoriser des Etats à remettre des armes achetées chez nous à des Etats tiers se trouvant en guerre. Berset souligne de droit que la position de la Suisse insiste sur notre engagement en faveur de la paix, de pourparlers de paix et du droit humanitaire. La Suisse est Etat-garant des sièges de la Convention de Genève, du CICR et de l'ONU. Ce rôle de la Suisse se reflète dans nos lois. Mais au lieu de soutenir cette déclaration, on essaie de distraire le public en élaborant un tollé contre l'emploi du terme «frénésie guerrière» avec lequel A. Berset a caractérisé l'ambiance régnant actuellement dans de nombreux pays, souci très réel qu'il avait exprimé dans le quotidien «Le Temps».

Avec le transfert d'armes, la Suisse deviendrait elle aussi partie en guerre? Cela désignerait le point final de notre neutralité et de notre crédibilité en tant que médiateur entre des puissances mondiales multipolaires. Il est donc d'autant plus urgent de signer l'initiative populaire fédérale «Sauvegarder la neutralité suisse»!

Matthias Elmiger et Gertrud Pfändler,  
Ebnat-Kappel (Suisse)

«La perspective historique montre que notre système financier est tout sauf résilient. Et c'est aujourd'hui pire que jamais. Une telle montagne de dettes et un tel surplus de monnaie – la banque centrale américaine FED a multiplié la quantité de monnaie de la banque centrale par le facteur 11 depuis 2008, la BCE par 9 – n'ont jamais existé auparavant.»

tions d'entreprises, et de papiers monétaires. Au fond, notre système financier sert les intérêts des riches, et non ceux de la collectivité, et encore moins les besoins des animaux ou d'une nature préservée.

Notre système financier actuel est-il résilient?

Non. Toutes les institutions, c'est-à-dire les banques, les assurances, les bourses, travaillent fondamentalement en vue de la maximisation de leurs bénéfices individuels. Il existe certes des autorités nationales de surveillance des banques, des bourses et des assurances, ainsi que la BRI à Bâle, qui édicte des règles internationales, mais elles n'ont pas empêché que le niveau d'endettement mondial, entreprises financières comprises, dépasse aujourd'hui les 350% du PIB mondial. Sans les entreprises financières, il

«Pendant la Seconde Guerre mondiale par exemple, aux Etats-Unis, la première industrie ayant connu son essor était celle de l'armement, les autres domaines l'ayant suivi ensuite. Nous assistons actuellement à une situation similaire: certains secteurs et groupes se félicitent pour leurs bénéfices records, non pas en dépit mais à cause de la guerre en Ukraine. Et indirectement, certaines économies nationales en profitent également.»

est à environ 250%; par rapport aux 100% en 1970. Cette montagne de dettes ne pourra probablement pas être remboursée dans son intégralité. Le système repose sur l'illusion des créanciers que leurs crédits sont encore pleinement valables. Or, elles ne le sont plus depuis longtemps, car elles ne sont plus du tout garanties par l'économie réelle comme elles l'étaient vers 1970. Cette illusion peut rapidement s'effondrer, comme le montrent les crises financières passées: par exemple en septembre 2008 après la faillite de Lehman Brothers, en Asie à la fin des années 1990, ou encore lors de la crise boursière et financière mondiale à partir de 1929. La perspective historique montre que notre système financier est tout sauf résilient. Et c'est aujourd'hui pire que jamais. Une telle montagne de dettes et un tel surplus de monnaie – la banque centrale américaine FED a multiplié la quantité de monnaie de la banque centrale par le facteur 11 depuis 2008, la BCE par 9 – n'ont jamais existé auparavant. C'est extrêmement risqué. Nous dansons sur un volcan. Et nous nous dirigeons probablement vers une grande crise d'assainissement.

A quoi pourrait-elle ressembler?

Nous risquons une inflation à deux chiffres pendant plusieurs années, mais je n'y crois pas, car la Réserve fédérale américaine brise actuellement l'inflation aux Etats-Unis avec succès. Un crash financier et économique est selon moi beaucoup plus probable: en cas de hausse des taux d'intérêt, de très nombreuses entreprises trop endettées se verront faire fail-

lite dans le monde entier. A cela s'ajoutent plus de 60 Etats dans le monde, qui ne pourront probablement plus assurer le service de leur dette: pas uniquement des pays en développement, mais aussi l'Italie, la Grèce ou le Japon par exemple. Une telle vague de faillites devrait déclencher une crise financière et bancaire et donc un fort ralentissement économique ou une dépression économique avec un taux de chômage très élevé, comme entre 1929 et 1932. Une troisième solution serait la guerre: l'escalade de la guerre en Ukraine vers une guerre de l'OTAN pourrait également permettre, via des processus de destruction, une «remise à zéro» comme en 1945, avec toute l'horreur que cela implique. Une grande guerre peut résoudre les problèmes économiques. Surtout les pays dont les territoires ne sont pas concernés par une telle guerre profiteraient d'une telle solution et pourraient donc y aspirer.

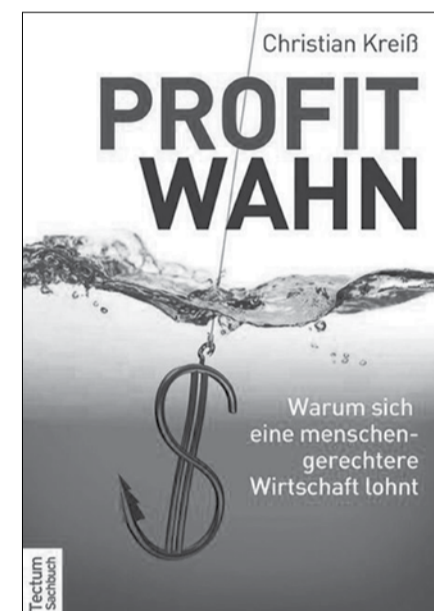
Quelles sont les causes de cette vulnérabilité face aux crises?

La cause principale est l'obligation de croissance imposée par le système monétaire, d'endettement et boursier. Notre système d'argent-dette impose la croissance. Sans croissance, les intérêts ne peuvent pas être financés. Les bourses imposent la croissance, sinon les bénéfices ne peuvent pas croître. De plus, nos manuels et nos professeurs d'économie prêchent l'insatiabilité, l'égoïsme et la croissance. Cela conduit, toutes les deux ou trois générations, à un système de surendettement qui, si l'on regarde en arrière, se résout généralement par des crises financières ou des guerres.

Quelles mesures pourraient rendre plus résilient notre système financier?

Les banques et les assurances qui fonctionnent sur une base coopérative ou de droit public pourraient être décidément favorisées fiscalement et, en contrepartie, les grandes entreprises financières cotées en bourse pourraient être soumises à une taxe ou à un impôt supplémentaire. Cela nous permettrait de rapatrier, sur peut-être deux générations, la plus grande partie du secteur financier vers des établissements plus petits, actifs sur place, sur le modèle des banques Raiffeisen et des caisses d'épargne allemandes. La création et la politique monétaires pourraient être déterminées par consensus et par le discours des représentants des banques coopératives et des caisses d'épargne, car ce sont eux qui savent le mieux ce dont les clients ont besoin sur place. Les

marchés à terme devraient être fortement limités, par exemple via une importante taxe sur les transactions. Le principal moteur de l'augmentation constante des dettes et des montagnes d'argent est la culture de prédation avide, qui exige en permanence des rendements élevés au profit d'une petite couche de personnes fortunées. On pourrait donc envisager un impôt progressif sur la fortune à partir de peut-être deux millions d'euros par personne physique. Ce serait surtout faisable immédiatement et sans problème pour la propriété foncière, car le sol ne peut pas partir à l'étranger. Le rapatriement des opérations



ISBN 978-3-8288-3159-9



ISBN 978-3-7497-5790-9

financières dans de petites institutions décentralisées, un impôt sur les transactions et une imposition progressive de la fortune permettraient de réduire largement les causes principales des excès sur les marchés financiers et, par conséquent, de rendre le système financier dans son ensemble beaucoup plus résilient. •

Source: [https://www.oekologiepolitik.de/wp-content/uploads/2022/12/OeP190\\_Online.pdf](https://www.oekologiepolitik.de/wp-content/uploads/2022/12/OeP190_Online.pdf)

(Traduction Horizons et débats)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

## La guerre – baguette magique pour «résoudre» les problèmes économiques?

«Avant la Première Guerre mondiale, il y avait un déséquilibre économique similaire à celui d'aujourd'hui: une surproduction. Le pouvoir d'achat était trop faible pour que tous les produits soient consommés. La Première Guerre mondiale a détruit les capacités de production en Europe. La Seconde Guerre mondiale l'a également fait. Ensuite, on est passé à une courte période de sous-production, puis à une longue période d'équilibre. Aujourd'hui, nous nous trouvons à nouveau face à la surproduction. Depuis les années 1980, en raison de l'inégalité croissante de la répartition des richesses, la consommation de masse ne peut plus s'aligner avec l'augmentation de la production et a donc été stimulée artificiellement par de nouvelles dettes empilées continuellement. Mais les amas croissants de dettes ne constituent pas une stratégie de solution durable, car cette évolution ne peut pas être maintenue à

long terme. [...] Pour ceux qui sont directement concernés, une guerre est bien sûr toujours une catastrophe. Mais il en va autrement pour ceux qui ne sont pas directement concernés, surtout lorsqu'ils en tirent profit. Pendant la Seconde Guerre mondiale par exemple, aux Etats-Unis, la première industrie ayant connu son essor était celle de l'armement, les autres domaines l'ayant suivi ensuite. Nous assistons actuellement à une situation similaire: certains secteurs et groupes se félicitent pour leurs bénéfices records, non pas en dépit mais à cause de la guerre en Ukraine. Et indirectement, certaines économies nationales en profitent également.

Source: «La guerre – baguette magique pour résoudre les problèmes économiques?» Ökologie-Politik, interview avec le professeur Christian Kreiß

(Traduction Horizons et débats)

# «Nous sommes un petit pays, parfois lent, mais stable»

## Quelques voix suisses de poids sur le naufrage du CS

par Marianne et Werner Wüthrich

Dimanche 19 mars, l'élimination de la banque traditionnelle de 167 ans, *Credit Suisse (Crédit Suisse, CS)*, a eu lieu le dans le cadre d'une opération de nuit brouillarduse. Une dizaine de jours plus tôt, le 8 mars, le lecteur attentif avait été frappé par l'annonce dans différents journaux suisses: «Le CS obtient une licence de gestion de fortune en Chine». Dès le lendemain, on n'en entendait plus siffler mot. Au lieu de cela, comme on l'a appris plus tard, des négociations secrètes en vue de la suppression la plus rapide possible du *Crédit Suisse* avaient eu lieu avec la participation des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Bien qu'il n'ait pas été insolvable, le CS ne sera pas maintenu en vie et remis à flot par des fonds publics comme l'*UBS* en 2008, il sera incorporé à cette dernière avec trois fois plus de garanties de la Confédération et de la Banque nationale qu'à l'époque – avec des conséquences catastrophiques pour les salariés, les actionnaires et surtout pour la Suisse.

### Extrait du journal intime de l'expert Karl Reichmuth qui en dit long

«Le 19 mars 2023 entrera dans les livres d'histoire suisses comme un dimanche noir. C'est le jour où le *Credit Suisse* a été enterré par une action irréflectée et précipitée». *Karl Reichmuth*, 83 ans, (qui se qualifie lui-même de «Mathusalem des banquiers suisses») poursuit: «La Suisse est un pays dont les qualités reposent sur le fait que la base de la population décide – le chemin décisionnel se fait quasiment de bas en haut. Dans le cas du *Credit Suisse*, c'était l'inverse qui a eu lieu. La décision a été dictée par une forte pression du haut.» Selon le banquier suisse, c'est sous la pression de l'étranger qu'on en est arrivé «à un exercice d'urgence [...] dans lequel il n'y a pratiquement que des perdants.» Reichmuth conclut: «Je considère [ce coup] comme trahison de nos valeurs fondamentales suisses telles la liberté, la sécurité juridique et la démocratie.»<sup>1</sup>

### Une opération qui s'adapte mal aux convenances suisses

«Avec une force étatique massive, en ayant recours au droit d'urgence, les directions des deux groupes ont été amenées à une transaction qui devait ressembler à un achat. Les contre-pouvoirs tels que les actionnaires et la surveillance de la concurrence ont été bloqués par l'Etat [...]» (*Beat Gygi*, journaliste économique, et *Hans Kaufmann*, ancien conseiller national et spécialiste bancaire de longue date).<sup>2</sup>

*Marcel Niggli*, professeur de droit à l'Université de Fribourg (CH), a de «forts doutes» sur le fait que le Conseil fédéral se déplace sur le terrain de la Constitution suisse. Selon lui, la décision précipitée est un «attentat» contre l'Etat de droit suisse. Niggli est formel là-dessus: «Nous sommes une communauté lente, car nous discutons de tout entre nous. C'est essentiel pour la démocratie suisse. [...] Pour être honnête, celui qui veut une décision rapide doit plaider pour une dictature». Selon lui, on assiste à «la transformation de la Suisse en une république bananière». Il ajoute qu'à l'avenir, «quelque chose sera possible ou non en fonction de ce que disent les personnes qui ont le pouvoir».<sup>3</sup>

*Roger Köppel*, rédacteur de la *Weltwoche*, ne mâche non plus ses mots: «Le Conseil fédéral a fait passer les exigences de l'étranger avant les intérêts nationaux. La volonté de s'affirmer lui manque». Selon lui, c'est une erreur de croire que l'obéissance permet d'obtenir une quelconque faveur: «C'est le contraire qui est vrai: si l'on nourrit le crocodile, il gagne en appétit et finit par nous dévorer aussi». (*Weltwoche Daily* du 23 mars)

*Peter V. Kunz*, spécialiste du droit économique: «En Suisse, les investisseurs doivent désormais s'attendre à être expropriés sans base légale. Cela endommagera durablement la place financière [...]». Il poursuit: «Il [le Conseil fédéral] a sans doute cédé à la pression de l'étranger. Le Conseil fédéral s'est montré docile».<sup>4</sup>

Les lésés sont connus: les actionnaires expropriés, les détenteurs d'obligations spéciales du CS (16 milliards de francs au total) qui ne

### L'UBS dans le collimateur du gouvernement américain

*mw./www.* Selon une information publiée par le groupe de médias américain *Bloomberg*, le 24 mars 2023, le Ministère américain de la justice fait actuellement la chasse aux banques et à leurs collaborateurs ayant présumément «aidé des oligarques russes à contourner les sanctions». Le CS et l'*UBS* en font partie. Le ministère examine «quels employés de banque ont eu affaire à des clients sanctionnés et comment ces clients ont été contrôlés au cours des dernières années». Les employés peuvent être sanctionnés personnellement s'ils ont «enfreint les lois [américaines]» et, comme affirme *Bloomberg*, les banques pourraient se voir extorquer des milliards de dollars. Le tout selon la «US rule of law», c'est-à-dire au mépris du droit national de la Suisse ou d'autres Etats. *Bloomberg* fait remarquer que, le 19 mars, le Conseil fédéral a accepté une garantie allant jusqu'à 9 milliards de francs pour les pertes de l'*UBS* résultant de la reprise du CS. En fin de compte, ce sont donc nous, les contribuables suisses, qui en seront chargés des frais.

Les mesures de coercition inouïes des Etats-Unis sont une chose, la mollesse insupportable des instances suisses en est une autre.

Le 30 mars, le tribunal du district de Zurich a condamné, par anticipation, quatre employés de *Gazprombank Suisse* à des peines pécuniaires avec sursis pour avoir «entretenu une relation d'affaires avec le violoncelliste et chef d'orchestre russe *Sergey Roldugin*» considéré comme «un proche du président russe *Vladimir Poutine*», de 2014 à 2016. Selon le tribunal de district, les employés de la banque «auraient dû se rendre compte qu'il était impossible que ce dernier soit le véritable ayant droit économique de ces millions d'actifs». Il n'est donc pas étonnant que de moins en moins de Russes et de Chinois veuillent confier leur argent aux banques suisses. Il en va de même, entre autres, pour les Saoudiens, dont la banque nationale a perdu 80 pour cent de la valeur de ses actions CS (1,4 milliard de francs). *Wall Street* et la *City* de Londres s'en réjouissent.

Sources: «*Credit Suisse und UBS unter den Banken in der Untersuchung der Russland-Sanktionen durch das US-Justizministerium.*»

*Bloomberg* du 24/03/23: «*Bezirksgericht Zürich verurteilt Gazprombank-Angestellte*», *swissinfo* du 30/03/23 (*Keystone-SDA*)

recupéreront pas un centime, nous, les contribuables qui serons chargés de ce deal douteux et les employés: des milliers de postes seront «rationalisés». Mais la plus grande perdante est la Suisse, son Etat de droit et sa réputation dans le monde.

### Le «Financial Times» curieusement bien informé – et à l'avance!

Alors que la population suisse a été mise devant le fait accompli *dimanche 19 mars*, le «*Financial Times*» a diffusé des news portant sur la fusion s'annonçant entre l'*UBS* et le CS depuis le *mercredi 15 mars*, alors que la Bourse suisse était encore ouverte (!). *Beat Gygi* et *Hans Kaufmann* écrivent à ce sujet: «On ne peut pas éloigner la supposition que ces [informations] provenaient du Ministère britannique des Finances, avec qui la Conseillère fédérale *Keller-Sutter* était en contact téléphonique intensif, comme elle l'a confirmé elle-même». Ils ajoutent: «Si, comme elle l'a laissé entendre, la cheffe du Département des Finances était déjà en contact presque quotidiennement avec ses collègues *Janet Yellen*, ministre américaine des Finances, et *Jeremy Hunt*, ministre britannique des Finances, on peut se demander pourquoi elle n'a pas soulevé le sujet de la surveillance déficiente des sociétés frauduleuses *Greensill* et *Archegos*, domiciliées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne à ce moment – vu le fait que les pertes liées à ces engagements ont probablement été la goutte d'eau ayant fait déborder le vase du *Credit Suisse*».

### Qu'est-il arrivé aux grandes banques suisses?

Cette question importante mérite une analyse plus approfondie. Voici le résumé pertinent de *Tobias Straumann*, historien d'économie à l'université de Zurich: selon lui, l'évolution négative «a commencé avec l'internationalisation de la banque dans les années 1980. Elle a misé sur les affaires aux Etats-Unis et a ainsi de plus en plus emprunté les attitudes anglo-saxonnes. Cela a entraîné des problèmes d'identité. Cela ne ressemblait tout simplement pas aux comportements habituels des grandes banques d'investissement américaines ciblés sur les transactions risquées avec des bénéfices élevés. Les [top managers] suisses ont bien évidemment accepté les bonus élevés. Mais le mariage de la banque d'investissement au modèle anglo-saxon avec la gestion de fortune suisse n'a pas fonctionné à long terme. C'était un combat de cultures divergentes dans lequel les Suisses ont tiré la courte paille. [...] les grosses pertes n'auraient peut-être pas eu lieu, si on avait été un peu plus modeste et réaliste».<sup>5</sup>

*Karl Reichmuth*, déjà cité ci-dessus, considère la chute du *Crédit Suisse* comme «une conséquence tardive de la crise bancaire de 2008. Depuis cette crise, de plus en plus d'argent bon marché a été injecté dans le système, ce qui a incité à la spéculation et

une banque suisse intacte, avec un capital propre aussi important que celui de l'*UBS*. «Je suis convaincu que, si on lui en avait laissé le temps, le *Crédit Suisse* aurait eu suffisamment de moyens pour se redresser lui-même», écrit *Karl Reichmuth*. Qui s'y serait opposé et pour quelle raison?

### La fin du CS et de ses activités en Chine

Le 8 mars 2023, le journal *Schweizer Finanz und Wirtschaft* a annoncé que le *Crédit Suisse* a obtenu différentes licences chinoises en vue de ses activités de gestion de fortune en Chine, se débarrassant de ses initiatives de démarrer «au premier semestre 2023» (!).<sup>6</sup> Avec cela, le CS était la première banque occidentale à avoir obtenu le feu vert pour la Chine. En effet, contrairement à ses activités à *Wall Street* et à *Londres*, le CS a mené une politique solide, fructueuse et pratiquement sans scandales en Asie. L'activité bancaire suisse classique s'était toujours réjouie de sa bonne réputation en Asie.

Les licences nouvellement acquises ont été qualifiées de «jalonnement des plans de la grande banque en Chine par des partenaires chinois». La «*Neue Zürcher Zeitung*» du 8 mars a commenté: «Un accès complet au marché chinois serait un gain important pour une grande banque comme le CS». Selon la «*Neue Zürcher Zeitung*», cette nouvelle arrivait à point nommé pour le CS en difficulté et aurait effectivement pu lui donner «un fort élan et une perspective d'avenir positive».

Depuis le 9 mars, on n'a plus rien entendu sur ce possible tournant positif. Au contraire, l'extinction du *Crédit Suisse* à un rythme inconnu auparavant en Suisse a abruptement mis fin à ces activités en Chine – tout à fait dans l'esprit de la coterie financière, politique et économique américano-britannique. Certes, la plupart des Suisses ne sont pas très enthousiastes face à la mainmise de nos anciennes grandes banques suisses sur n'importe quelle place financière. Mais là, nous avons affaire à des intérêts géopolitiques, comme l'a prédit la rédaction de la *NZZ* en guise de l'avertissement le 8 mars: «Si la Suisse devait un jour être poussée à adopter une ligne plus dure dans ce conflit [entre les Etats-Unis et la Chine] par ses partenaires occidentaux, les affaires des banques suisses avec la Chine pourraient bien sûr être rapidement coupées.»<sup>7</sup> Et cela très rapidement!

«Qu'est-ce qui se cachait réellement derrière les sorties de fonds du CS et comment sait-on que l'*UBS* ne sera pas elle aussi exposée à ces forces [...]», voilà ce que se demandaient *Beat Gygi* et *Hans Kaufmann*, dans leur article du 23 mars précité. «Un effondrement soudain de la confiance a eu lieu à l'automne 2022», a déclaré le présentateur du journal télévisé à la radio *SRF* le 28 mars. On sait que les rédactions des médias n'ont aucun mal à créer et à entretenir une telle ambiance négative. Selon *Finanz und Wirtschaft*, en septembre 2022, le CS avait obtenu l'adjudication pour poursuivre une coentreprise avec une banque chinoise en Chine, en tant qu'entreprise indépendante. Le 8 mars, plusieurs licences pour la gestion de fortune en Chine ont suivi – à l'écart de l'activité spéculative malsaine ouverte à la gestion de fortune sérieuse poursuivie à *New York* et à *Londres* et suivant les règles éprouvés dans le «pays ennemi» qu'est la Chine pour les Etats-Unis. Le succès prévisible de la banque suisse aurait-il été l'une des raisons de ce coup de grâce?●

<sup>1</sup> Reichmuth, Karl. Tagebuch, dans: *Weltwoche* du 23/03/23

<sup>2</sup> Gygi, Beat et Kaufmann, Hans. «Der Untergang», dans: *Weltwoche* du 23/03/23

<sup>3</sup> Köppel, Roger. «Die Schweiz verkommt zu einer Bananenrepublik». Interview avec *Marcel Niggli*, dans: *Weltwoche* du 23/03/23

<sup>4</sup> Burkhardt, Peter. «Der Bundesrat enteignet die Aktionäre ohne Rechtsgrundlage». Interview avec *Peter V. Kunz*, dans: *Tages-Anzeiger* du 20/03/23

<sup>5</sup> Scherrer, Giorgio et Biswas, Chanchal. «Herr Straumann, haben die Banken aus der letzten Krise nichts gelernt?». Interview avec *Tobias Straumann*, dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 17/03/23

<sup>6</sup> «Grossbank im Umbruch. CS erhält Vermögensverwaltungslizenz in China», dans: *Finanz und Wirtschaft* du 08/03/23 (AWP\*). 7 Müller, André. «Gute Nachrichten für die Credit Suisse. China öffnet sich weiter für die Grossbank», dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/03/23

# Le monde se transforme – où l'Occident se situe-t-il? A quel modèle se fier?

par Karl-Jürgen Müller

Le monde est en train de changer. Sur la scène internationale, les Etats-Unis et leurs alliés ne sont pas parvenus à isoler la Russie, ni même à «la ruiner», pour reprendre les termes d'une *Annalena Baerbock*. Un nouvel ordre mondial se forme. Il n'est plus caractérisé par la domination américaine et occidentale, mais par des Etats et des peuples qui s'émancipent de plus en plus en Asie, en Afrique et en Amérique latine [comme l'illustre, une fois de plus, l'interview avec le Ministre des affaires étrangères indien, p. 1 et 2 de cette édition]. Dans ce nouvel ordre mondial, l'Occident ne détermine plus les règles des relations internationales (par le biais de sa construction arbitraire sous le terme «International Rules Based Order»). Par contre, ce nouvel ordre vise l'égalité entre les Etats et les peuples – conformément à la Charte des Nations unies. Dans le cadre de ce nouvel ordre mondial (une fois de plus dans l'esprit de la Charte des Nations unies), la paix et les efforts pour la consolider sont des maximes d'action très sérieuses pour les acteurs essentiels. Dans cet effort, il importe que les relations internationales soient caractérisées par une plus grande égalité, mais aussi par une prise en compte des intérêts économiques parmi la totalité des parties. Dans ces événements majeurs, plusieurs signes indiquent que certains dirigeants américains commencent à réévaluer les limites de leur pouvoir de manière plus réaliste.

## Vers un nouvel ordre mondial

Les preuves en sont apparues au cours des dernières semaines et des derniers mois déjà. Elles sont liées au fait que la majorité de la communauté internationale ne s'est pas ralliée aux sanctions occidentales contre la Russie, jusqu'aux déclarations récentes prononcées par différents représentants gouvernementaux de ne pas vouloir soutenir le mandat d'arrêt, de toute évidence motivé politiquement, que la Cour pénale internationale (CPI) a prononcé contre le président russe. D'autres signaux allant dans la même direction sont les succès diplomatiques de la Chine dans le cadre des bons offices au Proche-Orient, l'aspiration de nombreux Etats de différents continents à faire partie de la communauté de coopération non occidentale BRICS, la coopération de plus en plus approfondie entre la Russie et la Chine

ainsi que les récentes déclarations du secrétaire d'Etat américain *Blinken* sur les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine dans les termes qui s'écartent visiblement des exigences maximales de l'Occident jusqu'à présent.

## Dans ces changements mouvementés – où en sommes-nous, nous autres occidentaux?

Face à cela, nous voilà donc devant l'aspect lamentable qu'offrent l'Occident avec sa puissance dominante, les Etats-Unis. Quiconque observe sans préjugé les directions historiques que l'Occident a poursuivies ces dernières décennies et son état actuel n'est pas étonné, il est vrai, mais trouve de bonnes raisons de s'inquiéter profondément, vivant lui-même dans cet Occident dans lequel il espère pouvoir se sentir chez soi.

La majeure partie du monde continuera à suivre la voie empruntée, c'est sûr; aujourd'hui manifestement plus qu'il y a un an. Mais que deviendrons-nous, habitant les Etats occidentaux et appartenant à ses populations? Où reste-t-il de l'espoir pour nous autres occidentaux? Disposons nous aussi d'un modèle réel de développement, comme c'est indubitablement le cas pour «le reste du monde»? Poser la question est décidément plus facile que d'y répondre. Les quelques observations ci-dessus ne sont que des esquisses. Mais si face à ce déclin apparent, nous autres Occidentaux, citoyens de nos Etats, revendiquons leur statut démocratique à chaque occasion, si nous n'acceptons pas de nous résigner et de l'observer le tout avec fatalisme, cette question se discute. Il faut donc se battre pour trouver de bonnes réponses. Dans ce but, je voudrais apporter trois réflexions.

## Retour à la vertu de l'honnêteté

Ma première réflexion est celle-ci: Il faut que nous retrouvions la vertu de probité. Cela concerne avant tout les élites au pouvoir dans leur ensemble ainsi que nos médias. Il faut mettre fin à la désinformation et à la manipulation devenues endémiques ces dernières années. Un exemple actuel: En repérant des échos officiels à la visite d'Etat du président chinois *Xi Jinping* en Russie, je me suis également intéressé aux voix provenant d'autres continents. Il s'avère que de nombreux médias habilités dans des pays non

occidentaux s'efforcent d'être beaucoup plus objectifs que nos journalistes. Au lieu de formuler des commentaires en ayant l'attitude de grands experts maîtres de la situation (scénario devenu rituel de «nos» correspondants questionnés sur l'actualité), les journalistes non occidentaux exposent la manière dont la visite d'Etat est perçue sur place. Ainsi, le 23 mars, «The Star», quotidien à grand tirage diffusé dans toute l'Afrique du Sud, s'est borné à publier la prise de position du ministre chinois des Affaires étrangères sur la visite d'Etat parue d'abord en Chine. Où trouve-t-on des informations aussi authentiques dans nos médias?

La malhonnêteté du slogan néocolonial vieux de plus d'un siècle, proclamant la devise truquée «les démocraties versus les autocraties» est reconnue partout dans le monde comme faussée, sauf chez nous en Occident où elle est encore trop peu présente. Déjà à l'époque, le mythe selon lequel le Président américain *Wilson* serait entré dans la Première Guerre mondiale en 1917 pour «rendre le monde prêt à la démocratie» [make the world save for democracy] ne correspondait pas à la vérité. Aux Etats-Unis, les contemporains parlaient avec de bons arguments des «merchants of death» [les marchands de la mort], sous la forme de l'industrie de l'armement américaine éprise d'un intérêt prépondérant à ce que les Etats-Unis entrent en guerre. D'autres intérêts matériels solides, notamment ceux des banques américaines qui accordaient des crédits de guerre à la Grande-Bretagne, à la France et à la Russie sont venus s'y ajouter.

## L'Europe doit retrouver ses valeurs authentiques

L'honnêteté dans le traitement critique des recettes à succès est également requise pour surmonter la crise de l'Occident issue des rangs des élites au pouvoir, que l'on connaît aussi sous les noms «Industrie 4.0», «Green New Deal» ou «Great Reset». Si on prend en considération la vision de l'homme, du monde qui les sous-tend ainsi que les questions liées au pouvoir et à l'argent, on constate qu'il s'agit en grande partie du «vieux vin dans de nouvelles outres».

Ma deuxième réflexion est liée aux contributions de *Kishore Mahbubani*. Il y a 15 ans,

ce scientifique et diplomate originaire de Singapour a publié le livre «Le retour de l'Asie. La fin de la domination occidentale». Avec de nombreuses preuves à l'appui, il défendait la thèse selon laquelle l'essor de l'Asie était dû au fait que les pays émergents du continent avaient adopté les anciennes recettes du succès de l'Occident – économies basées sur le marché libre, promotion des sciences naturelles et de la technique, récompense en fonction des performances réelles, pragmatisme, culture de la paix, Etat de droit et éducation – tout cela, pour leur propre épanouissement. Avec la seule nuance qu'entre-temps, les Etats occidentaux, parrains de leurs ex-colonies, ont tourné le dos à leurs propres recettes de succès d'antan.

J'aimerais élargir cette idée de *Kishore Mahbubani*: les Etats et les peuples occidentaux viennent de détruire leur propre système de valeurs. Les précieuses traditions de la pensée et de la substance culturelle européennes – qui ont d'ailleurs fortement inspirés les premiers idéaux des Etats-Unis – se sont toujours opposées à l'hostilité de la politique de puissance et de la cupidité de l'Europe continentale et anglosaxonne. Mais jamais, au cours des siècles précédents, la rupture des valeurs n'a été aussi radicale qu'au cours des dernières décennies – rupture renforcée après la prétendue «victoire» américaine de la Première guerre froide. Si l'Europe veut se rétablir, elle doit retrouver ses valeurs authentiques et les vivre par ses actes.

## N'abandonnons pas notre cause aux élites au pouvoir!

Ma troisième réflexion: il ne faut pas abandonner le retour aux valeurs européennes à nos élites. Tous les individus, tous les citoyens des Etats occidentaux qui sont de bonne volonté et conscients de l'importance de la question des valeurs sont appelés à participer à un changement spirituel et émotionnel que nous pouvons puiser aux fins fonds de nos racines. Je pense que ce changement «radical» (radical voulant dire qui va aux racines!) est nécessaire: non par le biais de barricades idéologiques ni par de la violence, mais grâce à un pas sûr, avec de la circonspection et de l'émotion. L'indestructible nature sociale de l'homme nous ouvrira les portes pour y accéder, puisque le genre humain est de nature un genre social composé d'individus sociables. ●

## Comment la vision claire des choses et la pensée sont brouillées par la propagande

par Eliane Perret

Il semble, de nos jours, que de nombreux médias ne considèrent plus que leur mission consiste à informer leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, par le biais d'un reportage objectif, sur des événements qui concernent la cohabitation des hommes dans leur propre pays et dans le monde entier. Non seulement il n'y a plus guère de distinction claire entre commentaire et reportage, mais les textes sont préparés à l'aide de différentes méthodes visant à orienter l'opinion, à brouiller le regard sur l'essentiel et à obscurcir la pensée claire. Ce n'est donc pas un hasard si de plus en plus de personnes sont sceptiques vis-à-vis des soi-disant «médias de qualité». La critique du livre de *Johannes Menath* «Moderne Propaganda» (*Horizons et débats* n° 6 du 28 mars 2023) a déjà abordé ce sujet. Dans la contribution ci-dessus, nous présentons, de manière plus détaillée, quelques-unes des majeures méthodes employées pour orienter nos opinions dans une certaine direction, procès hautement inquiétant dans la démocratie.

## Monopolisation – en instaurant une fausse vérité

Il est normal que les lecteurs attentifs se posent des questions sur l'uniformité des couvertures médiatiques et des évaluations souvent identiques d'un fait. Les grands groupes médiatiques peuvent abuser de leur position de monopole et ne diffuser que les informations souhaitées, filtrées par les agences de presse ou même censurées. Par cette astuce de propagande, ils tentent de créer une vérité factice qui ne doit pas être remise en ques-

tion selon la devise: «Si tout le monde dit la même chose, cela doit être vrai!» Ils se refusent ainsi à leur véritable mission, qui est de présenter objectivement différents points de vue et perspectives sur un événement et de fournir au lecteur les bases pour qu'il se forge lui-même sa propre opinion, et ceci grâce à des informations complètes et évaluations divergentes. Par contre, dans nos réalités médiatiques, les observations, expériences ou réflexions indésirables sont passées sous silence ou rejetées comme étant le fruit du hasard ou d'une opinion subjective. Un tel reportage unilatéral est manipulateur et autoritaire, car non seulement il prétend détenir la seule vérité, mais il dévalorise en même temps ceux qui pensent différemment en tant que «minorités négligeables». Les perspectives différentes sont ainsi condamnées et considérées comme dérangeantes, ce qui étouffe le discours équivoque entre des vues divergentes en public; la formation libre de l'opinion est ainsi tronquée et, en fin de compte, les bases d'un Etat de droit démocratique sont minées. Cette tentative autoritaire d'orienter l'opinion doit être contrée par la recherche d'informations authentiques et de sources alternatives.<sup>1</sup>

## Ces «faux débats» qui enveniment le climat du discours public

Les «faux débats» tentent de masquer la monopolisation de la formation de l'opinion, afin de détourner l'attention des questions critiques et de maintenir l'illusion d'un discours libre. Dans le domaine de l'éducation, un tel faux débat a eu lieu il y a quelques années,

lorsqu'il a été question, en Suisse, d'introduire une deuxième langue étrangère dès l'école primaire. La discussion portait sur le fait de savoir si ce devait être une autre langue nationale ou l'anglais. On n'a pas donné la parole aux personnes qui rejetaient totalement l'enseignement précoce des langues étrangères et qui soulignaient la priorité de l'enseignement de la langue maternelle pour remédier aux connaissances souvent insuffisantes en allemand d'une partie considérable de nos enfants et adolescents en Suisse allemande. De même, des études indépendantes comme celle du professeur *Simone Pfenniger* ont été ignorées, car elles ont clairement démontré que l'enseignement précoce des langues étrangères n'avait aucun avantage, puisque l'avance acquise dans un premier temps est rapidement rattrapée dans l'enseignement supérieur qui débute plus tard. L'issue du débat était donc claire dès le départ et ne pouvait pas avoir d'issue indésirable – un faux débat, voilà tout.<sup>2</sup>

## L'«infantilisation» des citoyens – autre moyen de réprimer la pensée critique

Cette méthode vise à réprimer la pensée critique en s'adressant aux destinataires adultes comme à des enfants mineurs qu'il s'agit de protéger et de préserver de situations et de décisions qui les dépassent. On leur fait simplement comprendre qu'ils ne sont pas en mesure de prendre ou de juger des décisions politiques et que la «puissance paternelle» du gouvernement doit assumer cette tâche à leur place. Indirectement, ils sont catalogués comme des sujets dépendants, soumis à l'au-

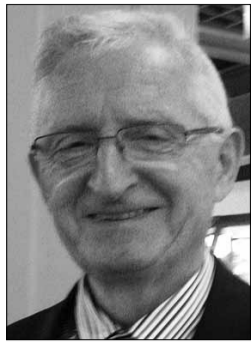
torité, incultes et incapables de vues critiques. L'argument de la «surcharge» des citoyens est volontiers avancé par les médias suisses lorsque les décisions populaires ne vont pas dans le sens des groupes de pression qui se comportent comme des élites. En lieu et place d'une réflexion et d'une décision autonomes, on propose de l'«info-divertissement» et une vision du monde facile à comprendre, générée par la propagande. Cela favorise encore plus le processus d'infantilisation et peut générer chez les personnes concernées une attitude fataliste et un désenchantement vis-à-vis de la politique, qui éveille et maintient en eux l'appel à une main forte.<sup>3</sup>

## «Pacing and leading» – créer de fausses pistes

Différentes méthodes issues de la recherche psychologique sont utilisées abusivement pour orienter l'opinion. Le «pacing and leading» (tracer la voie et guider), issu de la *programmation neurolinguistique* (PNL), en fait partie. Avec cette technique, on essaie d'amener les gens à se détourner de leurs propres idées, valeurs et opinions et à suivre les autres sans s'en rendre compte. Pour gagner la confiance des lecteurs, des auditeurs ou des spectateurs, le reportage reprend d'abord les points de vue existants et semble être en accord avec eux, pour ensuite prendre successivement un virage vers le mode de pensée réellement visé. Comme il est difficile pour de nombreuses personnes d'admettre qu'elles se sont laissées manipuler, cette méthode

# L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 – un tournant historique

par Živadin Jovanović, Forum de Belgrade pour un monde égalitaire



Živadin Jovanović  
(photo ev)

Le 24 mars, le Forum de Belgrade pour un monde égalitaire, l'Association serbe des généraux et amiraux, l'Association serbe des anciens combattants SUBNOR et d'autres associations et groupes de réflexion indépendants ont commémoré le 24<sup>e</sup> anniversaire de l'agression de l'OTAN contre la Monténégro (République fédérale de Yougoslavie). A cette occasion solennelle, ils ont rendu hommage aux héros tombés pour la défense du pays ainsi qu'à toutes les victimes de cet acte illégal et criminel.

Lors de la conférence au niveau suprême de l'OTAN se tenant du 28 au 30 avril 2000, à Bratislava, les représentants des Etats-Unis avaient expressément confirmé aux alliés et aux candidats à l'alliance de l'époque les trois buts principaux de leur guerre contre la Yougoslavie: détacher le Kosovo (et Metohija) de la Serbie et en faire un Etat distinct et indépendant; faire de ce nouvel Etat la base des troupes américaines dans les Balkans créer un précédent pour les interventions militaires de l'OTAN dans le monde entier et réalisées sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU.

## La guerre contre la Serbie – démonstration de l'usage illimité de la force

L'agression de l'OTAN a été largement perçue comme une démonstration – au premier chef à l'intention de la Russie – de l'usage illimité de la force. Dans ce contexte géopolitique, il ne faut pas oublier que les avions américains ont également profité de l'occasion pour bombarder l'ambassade de Chine à Belgrade, tuant trois journalistes chinois, bombardement que l'OTAN a ensuite attribué à une erreur due à l'emploi d'une carte non-actualisée par les pilotes, une explication qui est très peu plausible.

Tout le monde le sait, cette agression a violé les principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations unies et elle a été menée sans l'autorisation

du Conseil de sécurité de l'ONU. Compte tenu du fait que la Yougoslavie ne constituait une menace pour aucun pays membre de l'OTAN, les dirigeants de cette dernière ont ainsi enfreint leur propre acte fondateur, tandis que les pays membres de l'OTAN ont bafoué leurs propres constitutions en agissant sans l'autorisation de leurs parlements respectifs.

Alors que cette attaque a été présentée à tort par les divers médias nationaux comme une intervention «humanitaire», il faut y voir en réalité un fait de guerre en vue d'une expansion politique de l'OTAN (et ainsi des Etats-Unis) vers l'Est en direction des frontières russes qui a également constitué un précédent pour les autres agressions américaines à venir – l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie... Le déploiement immédiat de la grande base militaire américaine «Bondsteel» près d'Urosevac, au Kosovo et à Metohija, n'était que la première d'une longue série de nouvelles bases militaires américaines en Europe centrale et orientale, en Bulgarie (3), en Roumanie (3) et en Pologne...

## La militarisation de l'Europe

Ainsi, l'OTAN a non seulement, et pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, ramené la guerre en Europe mais a parallèlement donné une impulsion extraordinaire au processus de remilitarisation intensive du vieux continent. Tous les pays membres ont été obligés de consacrer 2% de leur PIB aux dépenses militaires, adapter les infrastructures civiles aux nouvelles exigences militaires, limiter la vente de grandes entreprises aux seuls investisseurs potentiels de l'UE et de l'Otan («pour des raisons de sécurité»), cesser d'importer de nouvelles technologies de «fournisseurs non fiables» (5G) et stopper les achats de gaz et de pétrole à ceux qui y ont recours «pour saper la sécurité de l'Europe».

Des missiles, dont certains à l'uranium appauvri, incluant notamment des bombes à fragmentation, se sont bel et bien abattus sur la Serbie et le Monténégro, causant des pertes humaines et détruisant l'économie locale. La Serbie ne se remet que lentement des immenses pertes économiques et sociales qu'elle a subies. A Belgrade et dans d'autres grandes villes, même dans les quartiers cen-

traux, on trouve les vestiges de bâtiments gouvernementaux et officiels en ruine suite aux bombardements par l'OTAN. Cependant, au travers de son agression de 1999 contre la Serbie et le Monténégro, l'OTAN a parallèlement mis à mal toute la structure de sécurité et de coopération de l'Europe et du monde, en invalidant Téhéran, Yalta, Potsdam, Helsinki et d'autres accords et piliers de l'ordre consécutif à la Seconde Guerre mondiale et réinstallant ainsi le désordre, l'insécurité, voire le chaos.

## L'agression contre la Serbie se poursuit

L'agression de l'OTAN a pris fin (en 1999) avec la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui garantit la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RFY (Serbie) et une grande autonomie pour la province du Kosovo et de Metohija au sein de la Serbie. Depuis, l'agression se poursuit toutefois sur un autre terrain. L'objectif visant à détacher de la Serbie la province autonome évoluée dans un nouveau contexte: Alors que la province était placée sous mandat de l'ONU et que la Kfor était principalement composée de troupes de l'OTAN chargées de garantir la même sécurité pour tous, 250 000 Serbes environ ainsi que divers non-Albanais ont été expulsés, leurs maisons incendiées et leurs terres expropriées. En 2008, les ex-dirigeants terroristes de l'UÇK ont proclamé la sécession unilatérale. Les pays de l'OTAN et de l'UE, à l'exception de l'Espagne, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Grèce et de Chypre, ont été parmi les premiers à reconnaître la sécession, bien que sachant qu'elle était une violation du droit international, de la résolution 1244 de l'ONU et de la Constitution serbe.

Ces derniers temps, la Serbie subit une pression sans précédent de la part de l'alliance Etats-Unis/OTAN/UE pour la levée de son veto à l'adhésion du Kosovo aux organisations internationales, y compris l'ONU, l'établissement de relations de bon voisinage sur une base égalitaire de respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la reconnaissance préalable et mutuelle des symboles étatiques et nationaux l'instauration de relations avec le Kosovo sur une base quasi-diplomatique. Sous prétexte de «normaliser les relations», l'Occident, sous le leadership des

Etats-Unis, tente en réalité de forcer la Serbie à reconnaître de facto un nouvel Etat, celui du Kosovo, issu de l'agression de l'OTAN en 1999. Les promesses d'adhésion à l'UE, les investissements et les dons ont été instrumentalisés afin de forcer la Serbie à reconnaître la sécession d'une partie de son propre territoire et à renoncer ainsi à tous les droits fondés sur le droit international, la Charte des Nations unies, les garanties du Conseil de sécurité de l'ONU et sa propre Constitution. Toutes ces exigences sont contenues dans le soi-disant «Accord de normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie», présenté à la Serbie le 27 février 2023 et confirmé le 18 mars 2023 à Ohrid, en Macédoine du Nord, sous la forme d'un ultimatum plus ou moins ouvert. Curieusement, cet ultimatum, accompagné de menaces de sanctions et de restrictions économiques, financières et autres en cas de non-respect, a été entériné par le Conseil européen le 24 mars 2023, date à laquelle l'OTAN avait commencé à bombarder Belgrade, Priština et d'autres villes serbes, il y a exactement 24 ans.

## Les véritables raisons de la politique de l'OTAN dans les Balkans

Quelles sont les véritables raisons de tout cela? Elles sont multiples: favoriser l'adhésion à l'OTAN du Kosovo ainsi que son éventuel rattachement à l'Albanie; parvenir à une «OTANisation» complète des Balkans, incluant la Serbie et la Bosnie-Herzégovine; éradiquer la présence russe et chinoise des Balkans; lever les objections de cinq Etats membres de l'UE (dont quatre sont membres de l'OTAN) à la reconnaissance de la sécession unilatérale du Kosovo et ainsi rétablir l'unité au sein des alliances.

En 1999, l'agression de l'OTAN contre la Serbie et le Monténégro (RFY) a marqué le tournant de l'Alliance, qui est passée de la défense à l'agression, d'une Europe partiellement autonome à sa soumission totale aux Etats-Unis dans leur quête de mondialisation de l'interventionnisme et de confrontation globale avec la Russie et la Chine. Bien que cet événement ait semblé être le point culminant de l'arrogance unipolaire et de l'hégémonie des Etats-Unis/OTAN, il n'en reste pas moins un rappel à l'ordre pour tous ceux qui croient en un nouvel ordre mondial démocratique. ●

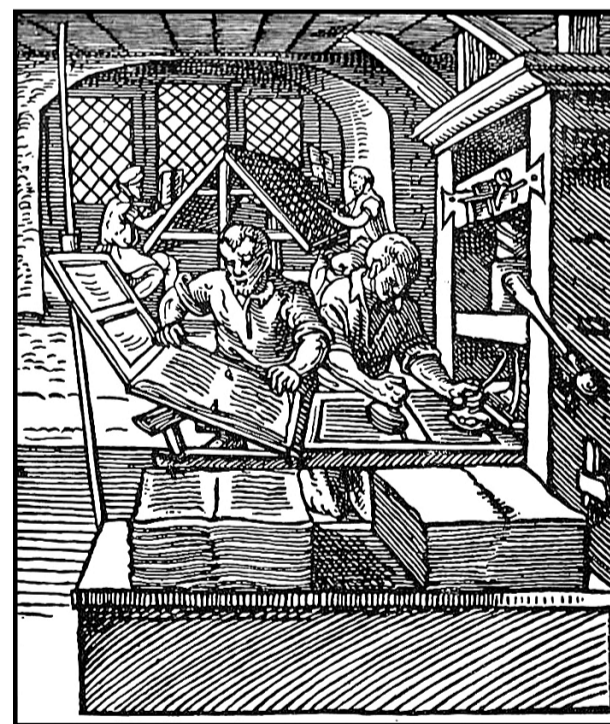
(Traduction Horizons et débats)

## «Comment la vision claire des choses ...» suite de la page 6

d'orientation de l'opinion est souvent couronnée de succès. Les messages souhaités sont également intégrés dans des produits de l'industrie du divertissement et de la culture, derrière lesquels on ne soupçonne guère d'influence politique ou idéologique. Les jeux informatiques, présentant très souvent des variantes innombrables d'un seul schéma primitif, celui d'ami/ennemi récompensant en plus la violence, en sont des exemples instructifs. La musique et le cinéma peuvent également contenir des messages qui discréditent les valeurs actuelles et favorisent leur transformation. Et si l'on fait croire aux gens, sur une longue période, qu'il est normal de porter des vêtements américains, de manger des aliments américains, d'écouter de la musique américaine, de regarder des films américains et de célébrer des fêtes américaines, cela ne sera plus guère remis en question. L'identité commune et le sentiment d'appartenance des groupes ethniques et des nations existantes, qui reposent sur une histoire et une tradition communes, sont ainsi détruits.<sup>4</sup>

## Cadrage et étiquetage pour orienter la pensée

Ces techniques étroitement liées consistent à donner un cadre d'interprétation (cadrage) à l'intérieur duquel la personne à qui l'on s'adresse doit mentalement rester. Elles font présenter un certain fait ou une certaine personne sous le jour souhaité. Par exemple les guerres qui sont souvent justifiées en tant qu'ils apporteraient «la liberté et la démocratie» aux habitants du pays concerné, que l'on lutte en faveur des «droits de l'homme». Un autre cadre d'interprétation pour le même processus, essentiellement plus honnête, se résumerait dans la devise: «Nous faisons la guerre parce que nous revendiquons les matières premières



Avec l'invention de l'imprimerie, la base était donnée pour éduquer et informer la population, une condition importante des processus de décision démocratiques. Si l'on observe le paysage médiatique actuel, cet objectif s'est inversé et leurs possibilités devenues multiples sont utilisées à mauvais escient pour orienter l'opinion. (photo gravure sur bois de Jost Amman, 1539 – 1591, wikicommons media)

dans le sol de l'adversaire» ou «Nous faisons la guerre pour cimenter notre position géostratégique dominante et parce que nous voulons établir des bases militaires». Les cadrages «acceptables» sont étouffés d'étiquettes, souvent à l'aide d'euphémismes. Mais les bombardements deviennent ainsi des «frappes aériennes», la population civile tuée pendant la guerre et les infrastructures détruites des «dommages collatéraux». Dans ce jeu, la propagande avec laquelle la population est menée en bateau est étiquetée par le terme neutre de «relations publiques» (PR). Les termes de juge-

ment (étiquetage) permettent également d'intégrer un événement dans un récit-cadre particulier. Certains gouvernements sont systématiquement décrits par le terme «régime», éventuellement complété par «autoritaire» (par exemple lorsqu'il s'agit de la Syrie, du Venezuela ou de la Russie), dans le but de provoquer une ambiance émotionnelle négative, à la différence de ceux réservés aux «royaumes» qui doivent susciter une association romantique avec les contes de fées, par exemple dans le cas de la Grande-Bretagne, de la Jordanie et, jusqu'à récemment, de l'Arabie saoudite. La même méthode peut bien sûr être utilisée pour décrire des personnes et des groupes, en parlant par exemple d'«historiens controversés» ou de «groupes sectaires» dont l'opinion serait imprégnée de «théories du complot» ridicules, voire dangereuses, et qui ne doivent donc pas être pris au sérieux.<sup>5</sup>

## Décontextualisation – omettre des informations importantes

Les agences de propagande et les portails d'information tentent de créer une image souhaitée en passant sous silence des informations de fond ou des contextes importants. Cette «décontextualisation» est la technique complémentaire du «cadrage». Elle consiste à passer sous silence les antécédents d'un état ou d'un fait, son contexte politique et historique plus large ou encore en passant sous silence les opérations des services secrets qui ont conduit à un conflit. Un exemple actuel en est la guerre en Ukraine, qui ne peut être classée sans ses antécédents. Le coup d'Etat en Ukraine financé par les Etats-Unis à hauteur de cinq milliards de dollars en 2014 – appelée «révolution de Maidan» par les médias mainstream – en fait partie, tout comme la discrimi-

nation de la population russe qui en a découlé. La classification de l'Ukraine comme Etat clé pour l'extension de la puissance américaine, telle qu'elle a été établie dès 1997 par le stratège militaire américain Zbigniew Brzezinski, est encore plus ancienne. Les informations courantes passent ce contexte sous silence au profit du récit d'une guerre d'agression non provoquée par l'armée russe. Le contemporain intéressé doit donc se procurer lui-même les informations complémentaires, en cherchant des sources en dehors des portails d'information habituels comme AP, Reuters et AFP, qui nourrissent les soi-disant «médias de qualité», et en consultant des livres qui complètent les comptes rendus lacunaires de nos entreprises médiatiques par des informations fiables et différenciées.<sup>6</sup>

## La tâche principale du citoyen reste: ne pas s'interdire de penser

C'est une entreprise passionnante que de se rendre compte des méthodes actuelles de la manipulation de l'opinion. Il en existe malheureusement une multitude. C'est pourquoi il est non seulement passionnant, mais aussi urgent, de ne pas se laisser interdire la réflexion. Dans la démocratie, chacun a droit à sa propre opinion et à penser de manière autonome. ●

<sup>1</sup> cf. Menath, Johannes. Moderne Propaganda. 80 Methoden der Meinungslenkung. Höhr-Grenzhausen: Zeitgeist-Verlag, 2023, S. 18

<sup>2</sup> cf. loc. cit. p. 21f.

<sup>3</sup> cf. loc. cit. p. 53

<sup>4</sup> cf. loc. cit. p. 31 et p. 107

<sup>5</sup> cf. loc. cit. p. 17 et p. 33

<sup>6</sup> cf. loc. cit. p. 75

Autres livres sur le sujet propagande et manipulation: Ellul, Jacques. Propaganda. Wie die öffentliche Meinung entsteht und geformt wird. Frankfurt a. Main: Westend Verlag, 2021, (Première édition française 1962)

Morelli, Anne. Die Prinzipien der Kriegspropaganda. ZuKlampen-Verlag, Springe 2004

# Le cimetière des villages martyrs

Visite au mémorial de Khatyn en Biélorussie, le 13 octobre 1988

par Leo Ensel\*

ef. Le 22 mars 2023 a marqué les 80 ans de la tragédie de Khatyn en Biélorussie: dans ce village, le commando spécial «SS Dirlewanger» a autrefois perpétré un terrible massacre. On y a depuis érigé un mémorial sur 50 hectares, que la population biélorusse considère depuis comme un endroit sacré et un lieu de mémoire et de douleur, consacré à tous les villages détruits pendant l'Occupation et à leurs centaines de milliers de victimes des tortionnaires, brûlés vifs, fusillés, battus à mort, sans épargner parmi eux les femmes, les enfants et les personnes âgées. Près d'un quart de la population biélorusse disparut lors de ces campagnes de destruction totale. Chez nous, ces événements sont passés quasiment inaperçus. Pour que ces années tragiques ne tombent pas complètement à l'oubli, on a instauré depuis l'année passée une leçon obligatoire sur «Ce que les cloches de Khatyn nous racontent» dans toutes les écoles biélorusses.

Les émotions que Leo Ensel, grand connaisseur des pays de l'est, y a ressenties lors de sa visite du mémorial de Khatyn en 1988 l'ont marqué pour toujours.

Il y a presque 35 ans, en automne 1988, durant la Perestroïka, j'ai participé à un voyage organisé par l'Union chrétienne de jeunes gens, (YMCA/UCJG) en Union Soviétique sur le thème «Paix et réconciliation» allant ainsi de Minsk à Moscou et Leningrad. En tant qu'Allemands, nous voulions voir de nos propres yeux et entendre de nos oreilles quels avaient été les crimes commis par les forces d'occupation de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale envers les populations d'Union Soviétique. En Biélorussie nous avons visité le Mémorial de Khatyn<sup>1</sup>. C'est là, entre Minsk et Vitebsk, que se trouve un cimetière certainement unique au monde: le «Cimetière des villages martyrs». Un cimetière dédié aux 186 villages de Biélorusses incendiés en 1943 par les Allemands lors des combats contre les partisans, villages qui n'ont jamais été reconstruits. Après cette visite qui m'a profondément bouleversé, j'ai noté, quelques mois plus tard, la phrase suivante:

«Khatyn, le mémorial pour les centaines de villages détruits en Biélorussie, pour garder en mémoire les 260 camps sur le territoire de Biélorussie et les deux millions et demi d'êtres humains de nationalité biélorusse qui ont été assassinés pendant la IIe Guerre mondiale, par les Allemands.»

Auschwitz, Buchenwald et Bergen-Belsen – pour moi, ces lieux ont pour toujours été synonymes des horreurs nazies. Mais je n'avais jamais entendu parler de Khatyn, sauf peu de temps avant ce voyage en Union Soviétique. Le grand nombre de camps de détention en URSS était une nouveauté pour moi. Bien sûr, je savais qu'en Russie il y avait



La sculpture du seul survivant, Josef Kaminski, avec son fils mort dans ses bras, est la figure centrale des victimes de Khatyn. (photo <https://e-cis.info/news/568/99125/>)

eu 20 millions de morts pendant la Deuxième Guerre mondiale.<sup>2</sup> Mais les chiffres ne nous donnent pas l'image des événements: des exemples concrets, vivants, d'êtres en chair et d'os, ceux-là seuls pouvaient parler vraiment à mon imagination.

## La tragédie de Khatyn

Khatyn n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le 22 mars 1943, les 150 habitants du village ont été expulsés de leurs maisons par le SS-Sonderkommando *Dirlewanger* et enfermés dans la grange du village, aussitôt incendiée, tout comme les autres maisons du village. Tous les habitants, dont 75 enfants, ont péri brûlés vifs, à l'exception du forgeron *Josef Kaminski*. Khatyn n'est qu'un des 186 villages biélorusses détruits par les Allemands et qui n'ont jamais été reconstruits. Mais ce n'est pas tout. 628 villages de Biélorussie ont été anéantis, la totalité de leur population massacrée tandis que celle de 4667 villages a été décimée.

Je ne peux oublier cette journée. Nous nous rendions bien compte que pour *Ludmila*, notre guide de voyage de Minsk, ce passage par le mémorial de Khatyn était douloureux. Parfois elle devait faire appel à tout son courage. Nous passâmes près de la statue représentant Josef Kaminski. Faisant face aux visiteurs, il porte le corps de son fils, nous fixant de ses yeux hagards, les cheveux hirsutes. Derrière lui, les cheminées et les murs détruits des 28 fermes de Khatyn, tout ce qui est resté des maisons. Coulées dans le béton, ce sont les témoins de ce qui s'est passé. Au sommet de chaque obélisque-cheminée mince se trouve suspendue une clochette, dont le vent porte le son jusqu'à nous, tous les demi-minutes. Sur chaque cheminée sont gravés les noms des habitants de la maison, avec l'âge des enfants-victimes. Sur la tombe des habitants de Khatyn on lit, sur une plaque de marbre blanc, ces mots aussi pénétrants que tragiques: «Sachez, nos chers semblables, et pensez-y: nous avons aimé la vie, la patrie et les êtres humains. Nous avons été brûlés vifs. Nous vous prions donc, vous tous – puisse votre deuil et votre peine vous donner la force et le courage pour créer la paix sur terre, pour toujours. Pour que plus jamais ne meure une vie dans les flammes.»

## «Pour chaque chiffre, chaque lieu, chaque nom, un cri»

Puis, le cimetière des villages martyrs: 186 tombes, une pour chaque village et sur chacune, une urne remplie de terre, celle qui vient de «son» village. Rien qu'en Biélorussie, il y avait 260 camps de prisonniers.<sup>3</sup> Dans les niches, le long mur du souvenir, des noms et des chiffres en hommage aux victimes. 40 000 morts, 80 000 morts, 20 000 morts. En tout, pendant la Seconde Guerre mondiale, 2 300 000 biélorusses ont perdu la vie.

A la fin de la guerre, chaque famille avait perdu un sur quatre de ses membres. Près du dernier mémorial sont plantés trois bouleaux en carré, le quatrième point, resté vide, est marqué d'une flamme éternelle allumée en mémoire du quatrième manquant.

En longeant le Mur de la mémoire d'une niche à l'autre, ensuite d'une tombe à l'autre, traversant le cimetière, je me suis senti seul. Jamais je n'avais ressenti si clairement nos fautes, ni à quel point nous sommes ignorants des crimes perpétrés par des Allemands à l'encontre des peuples de l'Union soviétique, jamais je n'avais été conscient à ce point de la difficulté à se débarrasser d'une culpabilité historique. Pour chaque chiffre, chaque endroit, chaque nom, un cri. Que doivent ressentir les Russes qui visitent ce mémorial?

## «Nous demandons pardon auprès du peuple russe»

A l'endroit où se trouvent les trois bouleaux, où brûle le feu éternel, nous avons déposé des fleurs fraîches et une colombe de la paix, créée spécialement à l'occasion du voyage par une des participantes du groupe. Et là il s'est passé quelque chose – j'aurais été tenté d'écrire: il nous a été donné de le vivre – ce qui couronnait ce voyage à nous tous. A côté de nous, près du feu éternel, se tient un groupe de voyageurs venant de Sibérie. 20 ou 30 personnes, hommes et femmes, la plupart ayant la quarantaine. Juste à ce moment, *Ludmila* nous propose de leur dire un mot. Et elle traduit ce que le porte-parole de notre groupe veut dire aux visiteurs Sibériens: «Nous sommes un groupe de voyage en provenance de l'UCJG d'Allemagne de l'Ouest. Nous sommes venus pour voir de nos yeux et entendre de nos oreilles les traces laissées par les crimes dans lesquels ont été impliqués nos pères et grand-pères, des crimes envers le peuple russe. Nous reconnaissons publiquement cette culpabilité historique et en demandons pardon auprès du peuple russe.»

## «La terre appartient à tous...»

Je ne sais pas quand j'ai pu voir, dans d'autres occasions, des visages autant attentifs que ceux de ces gens de Sibérie. Lorsque *Ludmila* a terminé la traduction, quelque chose nous a profondément bouleversés: ces Russes, hommes et femmes, se sont mis à pleurer de façon déchirante, comme des enfants, et nous avons pleuré avec eux. Tout d'un coup les barrières n'existaient plus. Jamais ni avant ni après, je n'ai senti si intensément à quel point un deuil vécu en commun pouvait rassembler et libérer. La responsable du groupe de Sibérie nous a répondu et *Ludmila* a traduit: «Chez nous les Russes, il y a un proverbe qui dit «Les enfants ne sont pas à blâmer de ce que les parents ont fait». Il

faut aller de l'avant, la terre appartient à tous, semblable au soleil brillant pour le monde entier.»

## «... semblable au soleil brillant pour le monde entier»

«Semblable au soleil brillant pour le monde entier...» je ne sais pas pourquoi cette phrase m'a touché si profondément et pourquoi, même maintenant, des mois plus tard, je dois retenir mes larmes en l'écrivant. Je ne le sais pas, c'était seulement un sentiment d'une intensité telle qu'on en vit rarement de pareille. Le sentiment que nous tous, êtres humains de ce monde, sommes les mêmes, que ce qui s'est passé ne doit jamais se répéter et que je souhaite à tous les êtres humains à l'Est et à l'Ouest de vivre des rencontres comme celle que j'ai faite à Khatyn. Je crois qu'ainsi les guerres deviendraient impossibles.

Là, nous avons distribué à la ronde des feuilles volantes comportant une traduction russe de la confession des églises évangéliques des deux Etats allemands; elles ont été lues attentivement par les Russes. Le fait de pleurer ensemble nous avait libérés et rendus heureux, nous pouvions nous regarder dans les yeux comme si nous étions des amis de toujours.

Lorsque nous sommes revenus vers notre bus, nous avons constaté que le bus du groupe sibérien était à côté du notre. Et voilà que les Russes nous font des signes, redescendent du bus avec nos feuilles à la main et nous demandent d'y écrire quelque chose. Un peu embarrassé j'y écris le seul mot en russe que je sais écrire en lettres cyrilliques – «МИР» – et sa traduction en allemand: Friede, Paix. Mais ce que nous écrivons n'a plus telle importance et nous avons préféré nous faire de petits cadeaux en souvenir.

## МИР – lorsque les humains fraternisent

Qu'en reste-t-il? Jamais auparavant je n'avais compris avec tant d'intensité combien de tristesse mais aussi combien de volonté de pardon et d'amitié chaleureuse les gens en URSS portaient en eux et combien il est important que nous autres Allemands fassions le premier pas. Culpabilité, tristesse et pardon – ces mots dépassent leur seule signification quand ils se traduisent par des rencontres humaines chaleureuses de l'Est et de l'Ouest. Alors, sur le fond de notre tristesse en commun, peut naître le désir et la volonté d'un avenir sans guerre ni violence.

PS. Pour les lecteurs désirant en savoir plus sur les massacres de la Wehrmacht et des divisions SS dans les villages biélorusses – détails à la limite du supportable – je recommande de regarder le film «Komm und sieh!» (Иди и смотри) réalisé d'*Elen Klimov* en 1985.

<sup>1</sup> Il ne faut pas confondre le mémorial biélorusse de Khatyn (russe/biélorusse: Хатынь; polonais: Chatyń) avec le mémorial de Katyn près de Smolensk où reposent des milliers d'officiers polonais, assassinés d'une balle dans la nuque par le NKVD soviétique en mai 1940.

<sup>2</sup> A l'époque, j'ai employé le mot «russe» comme synonyme pour «soviétique». Les vrais chiffres du nombre de victimes soviétiques, 26,6 millions, dramatiquement plus élevés, n'ont été connus que dans les années 1990.

<sup>3</sup> La plupart étaient des camps de prisonniers de guerre soviétiques.

Première publication: <https://globalbridge.ch du 22/0/23> (Traduction *Horizons et débats*)



Pour chacune des maisons incendiées, il y a un obélisque en forme de cheminée, sur lequel se trouvent des plaques en bronze avec les noms de ceux qui sont nés et ont vécu ici. En haut de chaque obélisque se trouve une cloche au son triste. Les cloches sonnent simultanément toutes les 30 secondes.

(photo <https://e-cis.info/news/568/99125/>)



Le «cimetière des villages». 185 tombes symbolisent chacune un des villages biélorusses non ressuscités, brûlés avec leur population (le 186<sup>e</sup> village non reconstruit est Khatyn lui-même). (photo *Veenix – Eigenes Werk, CC BY 3.0, Wikimedia Commons*)